



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 8 février 2023

Le huit février deux mille vingt-trois à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 1^{er} février 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel.

Étaient représentés :

M. MARQUES Henrique	mandat à M. Vasco COELHO
M. CHIRRAANE El Arbi	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. OMRANE Alain	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. BANCE Stéphane
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme DESPRES Catherine	mandat à GUILLAUD-BATAILLE Fabien
M. BALIAS Thierry	mandat à FOURNIAUD Martine
M. ESSONE-MENGUE Terence	mandat à AOUMMIS Hassan

Étaient absents :

Mme LEMOINE Nathalie
M. HUTIN Sébastien
Mme BENKAHLA Malika

Secrétaire de séance : DESROCHES Damien

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 7 décembre 2022	4
RESSOURCES HUMAINES	5
→ 1. Modification du tableau des effectifs.....	5
→ 2. Présentation du Rapport social unique (RSU)	5
→ 3. Conditions et modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement (PPR)	11
→ 4. Approbation de la convention d'adhésion au contrat cadre d'assurance des risques statutaires souscrit par le CIG Petite Couronne	13
DIC.....	13
→ 5. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2022.....	13
FINANCES.....	20
→ 6. Rapport d'Orientation Budgétaire année 2023.....	20
URBANISME	37
→ 7. Débat sur l'avant-projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI).....	37
→ 8. Approbation du montant de l'indemnité pour le surplomb de la parcelle cadastrée AG 90 sise 11-19 rue Frédéric Joliot Curie et 114-126 avenue d'Alfortville à Choisy-Le-Roi	42
→ 9. Approbation du compte-rendu annuel 2021 de la SADEV relatif à l'opération ZAC des Hautes Bornes.....	43
JEUNESSE	44
→ 10. Approbation du montant de l'aide financière attribuée dans le cadre du dispositif d'aide aux projets jeunes	44
SPORT.....	45
→ 11. Approbation d'une convention type de mise à disposition d'un minibus municipal aux associations sportives choisyennes adhérentes à l'Office Municipal des Sports.....	45
TRANSITION ÉCOLOGIQUE	46
→ 12. Approbation de la convention type d'occupation et d'usage des jardins familiaux.....	46
HABITAT	48
→ 13. Approbation des conventions de l'année 2023, pour la reconduction de mesures d'accompagnement social liées au logement (ASLL).....	48

→ 14. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGÈRE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 25 appartements en construction neuve, 27-29 rue Waldeck Rousseau	49
→ 15. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGERE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 24 appartements en acquisition-amélioration, 27-29 rue Waldeck Rousseau	51
→ 16. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGERE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 12 appartements en acquisition-amélioration, 12 boulevard de Stalingrad	51
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	52
→ 17. Rapport d'activité 2021 du SIFUREP.....	52
→ 18. Approbation du retrait de la commune d'Aubervilliers du Syndicat Intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO)	53
→ 19. Modification des représentants des usagers au sein du conseil d'administration de la régie autonome théâtre/cinéma Paul Eluard	53
→ 20. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	54
→ 21. Vœu de la majorité municipale sur le soutien de la Région Ile-de-France sur l'aide au financement des transports IDFM par l'Etat.....	55
→ 22. Vœu de la majorité municipale pour le prolongement de la ligne de bus 185 de la RATP.....	59

La séance est ouverte à 19 h 44 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Nous avons reçu des appels. Il y a quelques perturbations de trains, des embouteillages, nous aurons des collègues en retard. Bonsoir chers collègues, vous avez été convoqués dans les formes légales, comme toujours, à la séance du Conseil municipal de ce 8 février.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien Desroches.

(Monsieur Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Donc je vais passer la parole à M. Baranger, directeur général des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du 7 décembre 2022**

M. le Maire : Avec la convocation, vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2022. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? M. Hacène Habi.

M. Habi : Oui, merci M. le Maire. Lors du dernier Conseil, vous avez affirmé qu'à cette séance vous amèneriez les délibérations pour lesquelles j'étais censé avoir voté. Vous avez demandé au directeur général d'amener au prochain Conseil la liste des personnes qui ont voté pour, je rappelle, l'acquisition du 107 avenue Anatole France. Est-ce que vous avez ces documents ?

M. le Maire : Vous pouvez faire cela en « questions diverses ». Ce n'est pas proprement sur le rapport. On vous demande ici si le rapport, tel qu'il a été remis et décrit sur ce qui s'est passé, est correct. Cette question, vous l'avez posée, je crois qu'elle figure dans le rapport. Donc le rapport est correct. Là, on vous demande juste si la rédaction du rapport est conforme aux délibérés du Conseil du 7 décembre 2022. Cette question, vous pouvez la poser tout à l'heure en « questions diverses », si vous voulez. C'est différent de ce que l'on demande là. Je fais donc cette précision sur le rapport qui doit retracer nos échanges.

Après, par rapport aux débats du dernier Conseil, il est toujours possible de revenir dessus, de demander des précisions, etc. Simplement, ces questions doivent être remises bien avant le Conseil, au moins 48 heures avant. Mais cela ne me dérangera pas d'y répondre à la fin du Conseil en « questions diverses » si vous avez des questions sur le précédent Conseil municipal, même si ce n'est pas à l'ordre du jour.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Non, c'est adopté. Merci.

Le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2022 est adopté à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

→ 1. Modification du tableau des effectifs

M. le Maire : Alors nous allons passer maintenant à l'ordre du jour. Je vais donner la parole à Monsieur Vasco Coelho qui va nous présenter les modifications assez classiques du tableau des effectifs.

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, la direction générale et chers Choisyens. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés et en permettant l'accès à des agents contractuels. Voilà donc, chers collègues, nous devons voter.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRAANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : DIMNET Jocelyne, GAULIER Danièle

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

→ 2. Présentation du Rapport social unique (RSU)

M. le Maire : La parole est toujours à M. Coelho.

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Les collectivités territoriales doivent établir un RSU annuel au titre de l'année écoulée. Il s'établit à partir d'une base de données sociales mise en place par les collectivités. Cette base concentre les données de l'ensemble des agents publics employés de la ville, déclinées dans les 10 thématiques suivantes : emploi, recrutement, parcours professionnel, formation, rémunération, santé et sécurité au travail, organisation du travail et amélioration des conditions et de la qualité du travail, action sociale et protection sociale, dialogue social, discipline. Conformément au Code général de la fonction publique, le rapport social unique est présenté à l'assemblée délibérante après avoir reçu l'aval du comité social territorial, c'est-à-dire le CST qui est nouveau, qui remplace les précédents CT, CHSCT et le dialogue social, et dont la séance s'est terminée le 20 janvier 2023. Cela a donc été décidé au comité social territorial. Nous devons délibérer.

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur ce rapport ? Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Merci. En temps normal, je ne suis pas forcément favorable à trop d'administration, mais à la lecture du document, je pense qu'effectivement, quand l'État a imposé cette modification du RSU en 2021, il a bien fait. C'est un bon outil de pilotage. Je pense que les services ont dû passer pas mal de temps dessus à réunir les informations. Sa lecture appelle quand même quelques interpellations.

En premier lieu, un constat, c'est que le nombre d'agents a diminué. On est sur les données de 2021. 2021, c'est quasiment 100 départs pour 65 arrivées. Il y a eu des créations de postes, je pense à la police municipale, aux médiateurs et aux personnes qui sécurisent les passages piétons, etc., mais on a quand même un solde négatif. Donc on a perdu à peu près 35 agents sur une commune de 1100 fonctionnaires, cela fait quand même beaucoup, 3 %.

L'autre chiffre qui m'a interpellé, c'est le nombre d'accidents du travail. Sur les 1100 agents, on a 88 accidents du travail qui ont chacun une durée moyenne de 80 jours. Je m'étonne de ces chiffres. Moi qui ne suis pas de la fonction publique, qui travaille plutôt dans le privé, je n'ai jamais vu cela. Je trouve cela assez élevé.

Il est également précisé que le document unique d'évaluation des risques psycho-professionnels n'a pas été mis à jour depuis 2018. Je rappelle que c'est une obligation légale de le mettre à jour tous les ans. À l'échelle de la ville, évidemment, cela représente beaucoup de travail. Mais ce document d'évaluation des risques professionnels est aussi là pour tirer des conclusions des bilans des accidents passés pour justement les éviter. En 2018, je n'étais pas élu, je le suis aujourd'hui. Donc c'est un vœu que je formule. Que les services reprennent l'ensemble des accidents de travail qui ont eu lieu, les étudient, les analysent de manière à éviter que d'autres se reproduisent. Sachant qu'un agent, qui est en accident de travail pendant 80 jours en moyenne, est inoccupé, il ne peut pas travailler.

Enfin, dernier point qui ressort de ce rapport, c'est l'insertion. Sur les 1100 agents, nous n'avons que 9 travailleurs en situation de handicap alors que la loi nous oblige à avoir 6% des effectifs à 1100. Donc là-dessus, je pose une question : Qu'est-il fait en matière d'insertion sociale ? Puisqu'à 9 sur 1100, évidemment, c'est très insuffisant.

J'en ai fini, je vous remercie.

M. Coelho : Moi, je tiens à intervenir là-dessus. Sur les accidents de travail et tout ce qui est mis en place, notamment par le service PSST, il y a des équipes qui sont mises en place par thématiques. Et depuis que l'équipe du service PSST est constituée, elle a travaillé. Il y a énormément de choses qui sont faites depuis notre arrivée. C'est vrai que nous avons trouvé des services qui n'étaient pas très bien, mais bon. Et sachez quand même qu'il y a quand même du travail qui est fait à ce niveau et qu'il y a encore beaucoup de travail à élaborer dans ce sens. C'est vrai que vous avez émis des chiffres. Évidemment qu'il y a eu des départs, des arrivées. Et les services commencent déjà à être bien étoffés, avec peu de places vacantes. Pour moi, c'était beaucoup plus facile quand j'avais des demandes. Aujourd'hui, je suis obligé de dire qu'il n'y a plus de place.

M. le Maire : Merci Monsieur Coelho. Qui veut prendre la parole ? Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : Oui, parce qu'en fait je voulais intervenir sur le handicap. Monsieur Hacène Habi a posé la question, mais je souhaitais quand même avoir à peu près une idée du montant qui est versé au FIPHFP. À quelle hauteur est la contribution que l'on verse à ce fonds et quelles actions comptez-vous mettre en place pour favoriser l'insertion des personnes handicapées ? Parce qu'effectivement, 9 personnes, même si effectivement là c'est le RSU 2021, alors peut-être que les chiffres ont évolué depuis, 9 personnes pour une commune aussi importante que celle de Choisy, si l'on prend 6 % des emplois pourvus, on est plutôt autour de 40, qu'autour de 9. Alors évidemment, j'imagine que c'est extrêmement

difficile de recruter des personnes handicapées et de mettre aussi des adaptations pour les personnes handicapées pendant qu'elles sont agents de la collectivité. Mais j'aimerais savoir ce qui est fait et à peu près le montant de la contribution qui est versée. Merci.

M. le Maire : Monsieur Ali Id Elouali.

M. ID ELOUALI : Monsieur le Maire, merci beaucoup. Tout d'abord mes excuses pour le retard. L'avant-propos peut paraître déplacé par rapport à la délibération de ce soir, mais j'aimerais juste que l'on ait une pensée pour les victimes du séisme et de la tragédie qui secoue la Syrie et la Turquie en ce moment même. Une pensée, bien sûr, pour la communauté franco-syrienne et la communauté franco-turque dans notre ville, dans ces moments extrêmement durs. Voilà pour ma part.

Pour revenir à la délibération, merci, Monsieur Coelho, pour la présentation de ce rapport. Nous allons voter favorablement. Néanmoins, nous avons quand même quelques observations. La première, j'aimerais juste faire remarquer, et c'est un honneur pour nos femmes, que la grande majorité du personnel est féminin. Et c'est d'ailleurs ma collègue Madame Sabrina Fontaine qui va peut-être aborder aussi la question pour dire combien la place des femmes est très importante au sein de la collectivité. Donc les femmes sont quasiment, je dirais, dans toutes les différentes strates de la collectivité. C'est un fait marquant. Alors il faut voir ce que cela voudrait dire d'avoir une majorité de femmes qui composent les agents, soit les personnes qui portent les services publics et nos politiques locales. En revanche, et toujours en lien avec cela, je note ou je fais observer, dans la page 3, que dans l'évolution professionnelle, sur trois bénéficiaires d'une promotion interne sans examen professionnel nommés, aucune nomination ne concerne des femmes.

Alors ensuite, un autre fait marquant, en tout cas qui a retenu mon attention, il faut le souligner, c'est que les charges du personnel représentent 59 %, ce qui est quand même assez important et c'est bien de le souligner dans un budget communal. Et je fais observer, mais c'est lié sans doute aussi à l'indice du statut du fonctionnaire, qu'il y a des gaps dans la rémunération entre les catégories A, B et C puisque ce sont quand même des gaps relativement importants.

Enfin et pour m'arrêter là, je rejoins les observations concernant la question de l'inclusion puisqu'il y a seulement 9 travailleurs handicapés déclarés en 2021, ce qui est loin par rapport à ce que demande l'État. Nous avons donc collectivement un effort à faire pour nous montrer plus inclusifs sur ces questions.

Voici pour ma part. Je regarde si je n'ai pas d'autres observations, je n'en ai pas pour le moment. Merci encore une fois à mon collègue et aux services pour ce rapport que nous allons, comme je l'ai dit, voter favorablement, avec les observations sur lesquelles on aimerait attirer l'attention de nos collègues. Merci à vous.

M. le Maire : Bien. Alors, en ce qui concerne le séisme qui s'est abattu sur la Turquie et la Syrie, bien sûr que j'avais l'intention d'en dire un mot. Et plus encore, puisqu'il est de tradition de voter des aides comme les vœux en fin de Conseil, et nous n'avons pas eu matériellement le temps, vu notre Conseil rapproché, de proposer une aide financière comme il se fait. Donc, je voulais vous indiquer en fin de Conseil, bien sûr que nous pensons à eux, mais que surtout sur le prochain Conseil qui aura lieu au mois de mars, une aide vous sera proposée, une aide financière comme il est usuel de le faire pour les sinistrés de ces pays. Il n'y a aucun souci. Bon, maintenant, c'est fait. Nous l'avons dit. Nous avons une pensée pour ces familles et les séismes sont malheureusement bien nombreux sur la planète, d'ailleurs tout type de drame dû à un certain état de la planète, ce qui nous porte à prendre toujours plus conscience de la préservation de celle-ci, je le pense.

Pour revenir à notre rapport de synthèse, nous n'avons pas cherché à avoir 30 individus, 30 personnes en moins. D'autant plus que ce qui est recommandé par la Cour des comptes, si l'on se compare aux communes de même strate, une commune comme la nôtre ne devrait pas dépasser 900 agents. Comme vous pouvez le constater, on est très largement au-dessus.

Depuis 2018, la commune a failli à certaines de ses obligations. Nous n'avons pu malheureusement que le constater lorsque nous sommes arrivés à la tête de celle-ci et que nous avons reçu la mission de nos concitoyens Choisyens et Choisyennes de l'administrer. Il y a des choses bien plus graves puisqu'il y avait des gens qui travaillaient depuis dix ou douze ans sans contrat. Nous avons trouvé notamment des services de ressources humaines complètement livrés à eux-mêmes et abandonnés. Nous avons dû tout restructurer. Donc nous sommes plutôt bien placés dans ce domaine.

Ce qu'il faut aussi observer, c'est que cela se passe surtout dans ces rapports avec les syndicats et que le climat dans notre commune est bon. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, durant ces réunions avec les syndicats, non pas des affrontements, mais des positions qui peuvent être contraires. On s'en explique et nous prenons des résolutions ensemble. Par exemple, comme dans beaucoup d'autres communes, comme dans le privé, comme partout, malheureusement, il y a des agents qui peuvent être victimes de harcèlement ou d'attaque, etc. Nous les avons entendus. Et il y a des choses qu'on ne peut pas tout dire puisque notre service ressources humaines, nos directeurs, nos chefs de service travaillent. Et nous avons déjà dans le passé pris une mesure très importante envers un cadre. Donc nous écoutons lorsque nous devons avoir un dossier très étayé. Il ne s'agit pas d'écouter simplement des voix qui peuvent être vraies que nous ne contestons pas, mais il faut aussi des faits factuels. Et nous avons aussi récemment pris des dispositions avec courage. Comme par hasard suite, lorsqu'on a dit aux syndicats qu'on était à l'écoute et qu'on travaillait, mais qu'on ne pouvait pas dire ce qu'il se passe, il y a quand même la présomption d'innocence, il y a quand même toutes ces choses que nous faisons. Nous nous sommes engagés puisqu'il n'y en avait pas encore à apporter un service pour que les gens puissent se confier. Ils se confient déjà beaucoup. Que ce soit Vasco ou moi-même pour certains. Mais il y a certaines étapes où ils ont besoin de se confier à quelqu'un de complètement extérieur. Donc nous allons procéder à l'embauche ou passer par une association pour mettre ces agents en face de psychiatres ou autres spécialistes de la maltraitance pour s'occuper d'eux et nous les accompagnerons, bien sûr.

En ce qui concerne les personnes handicapées, effectivement, il y a tout à faire dans cette ville. Et lorsqu'on propose des postes, pour l'instant, on n'a pas refusé de personnes qui sont en handicap. En revanche, je ne suis pas sûr que la ville soit hors-la-loi parce que nous avons certaines dispenses du fait d'être en QPV. Mais nous allons approfondir cette question et nous allons déjà promouvoir un référent handicap. Cela fait beaucoup de choses à faire en moins de la moitié d'un mandat. On a dû s'attaquer à toutes ces choses. Et cela, c'est en cours. Cela étant, il faut aussi trouver des postes qui correspondent à la personne et au handicap de la personne qui va nous solliciter. Mais je vous le dis, pour l'instant, on n'a pas refusé de contrat. Mais cela peut arriver et l'on va s'en occuper. Nous avons aussi des gens qui sont sortis du handicap. Parce que, pour de nombreuses personnes, qui étaient avec quelques heures de travail ou autres, etc., nous les avons fait monter socialement, notamment une personne que nous avons mise au service commerce avec qui cela se passe très bien et qui s'est révélée. Bien sûr, elle n'a pas le rendement d'une personne, entre guillemets, "complètement valide". Mais elle donne bien satisfaction et c'est une fierté pour nous. Et nous allons accentuer cet état de fait.

Nous avons relancé le dialogue social, qui était éteint dans la ville, auquel j'assiste. J'assiste à tous les CT, ce qui n'était pas le cas, où donc il y a les syndicats, la direction, les agents et nous-mêmes, des élus. Et les syndicats ne sont pas de mauvaise foi face à nous, nous

avons un syndicat qui est un peu plus virulent, mais qui lui aussi reconnaît quand même certaines choses de notre travail. Et nous avons besoin des syndicats pour dialoguer. En lissé, sur l'année, on est à près de 1100 personnes, 1100 agents. On ne peut pas discuter avec les 1100 agents, même si l'on discute avec beaucoup. C'est une très bonne chose que ces syndicats soient représentés. Il peut quelquefois y avoir des éclats de voix, cela peut arriver, mais tout rentre rapidement dans l'ordre. Et surtout, nous partons sur des résolutions. Et je dois pouvoir dire que certaines fois, nous devons dire non et nous disons non, mais on a quand même donné satisfaction, dit plus souvent oui que non à leurs demandes. Donc je pense et j'en suis certain, qu'il y a malgré tout un bon climat, même s'il y a des gens mécontents. On aura toujours des gens mécontents, mais il y a quand même un bon climat. En ce moment, en plus, il y a ce problème des retraites qui agite beaucoup de monde. À Choisy-le-Roi, bien sûr, il y a eu des grévistes, mais moins qu'ailleurs, et cela se passe dans le respect des services, dans le respect du droit de grève et je m'en félicite.

C'est très bien, mais ce rapport très intéressant nous montre la voie à suivre, ce qui est bien et ce qu'il faut améliorer. Bien sûr, il y a des choses à améliorer et nous travaillons dessus, sans aucun problème. Monsieur Aoummis ?

M. AOUMMIS : Oui, Monsieur le Maire, vous avez tout à fait raison, ce rapport est une mine d'informations, notamment sur deux aspects : l'aspect générique femmes-hommes et l'aspect social. Donc, on va le retrouver à travers les prochaines délibérations que l'on va aborder, notamment sur l'égalité hommes-femmes et sur et sur le DOB.

En fait, ce qui attire l'attention, et je le dis, ce n'est pas une incrimination de ma part, c'est une réalité nationale qui nous interpelle et qui fait en sorte que les chiffres nous disent qu'il faut quand même non seulement être vigilants, mais d'autant plus être actifs pour corriger un certain nombre de situations qui ne sont plus acceptables. La féminisation des métiers. Moi je suis enseignant, donc il y a beaucoup de femmes dans le métier et tous les sociologues qui se respectent reconnaissent qu'il y a une corrélation entre la féminisation et la précarisation des emplois. Il faut se le dire, il faut le savoir et ne pas simplement se gargariser du fait qu'il y a des femmes au sein d'une collectivité. C'est quelque chose qui n'est pas comptable en soi. Les chiffres sont là et les chiffres sont têtus. En termes de fonctionnaires, évidemment, il y a 58 % de femmes. Mais quand on considère qu'il y a 63 % de femmes qui sont contractuels, là, effectivement, cela fait mal. Et je le dis encore, c'est quelque chose qui dépasse notre commune. C'est quelque chose qui est de l'ordre du national, voire de l'international. Et quand on voit qu'effectivement, sur les catégories C, c'est 64 % des effectifs, beaucoup de femmes, forcément, on vient de le dire, et sur les A, on a effectivement 70 % de femmes et on se dit : "chouette, là on a un vivier considérable". Mais cette catégorie ne représente que 9 % de l'ensemble de l'effectif. Donc là, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Il y a un malaise sur lequel il convient d'une manière ou d'une autre de travailler, de manière un peu plus volontariste. Et l'on retrouvera ce débat par la suite. Merci Monsieur le Maire.

M. le Maire : Très bien, Monsieur Aoummis. Je vais juste répondre sur un point, sur les contractuels. Mais les contractuels, nous n'y pouvons rien. C'est la fonction publique qui veut cela. Moi, j'incite les agents à passer le concours. Ils ne peuvent pas être fonctionnaires s'ils ne le sont pas. On est barré par cela. En revanche, nous avons apporté des progrès. Il y a des gens qui ne passaient jamais contractuels ou jamais stagiaires. Or, depuis que nous sommes ici, j'ai demandé, et la direction s'y tient, qu'au bout d'un an, les personnes passent stagiaires. Pour ceux qui nous écoutent, stagiaire, ce n'est pas comme je le pensais lorsque je suis arrivé, ce n'est pas quelqu'un qui est en stage pour trois mois. C'est un échelon au-dessus des vacataires ou des gens qui sont là depuis un an. Nous avons donc amené toutes les améliorations juridiques qui permettent un meilleur positionnement à l'agent, un meilleur confort de travail. Je vous assure, Monsieur Aoummis, nous l'avons imposé. Cela étant, les

contractuels, malheureusement, il faut qu'ils passent un concours pour devenir fonctionnaire. Cependant, il y a de nouvelles normes qui nous permettent d'avoir des CDI et cela nous le développons aussi. On va tout à fait dans ce sens. Et vous savez, pour les fonctionnaires, il y a un centre de formation qui est à Pantin. Vous savez, il y a près de l'ECSG, c'est là que se passent les formations. Qu'est-ce que vous voulez ? Quand vous avez 60 % des agents qui vous disent : "Je ne veux pas aller à Pantin" alors que c'est là-bas que cela se passe, on est bloqué. Donc je les incite. Je vous rejoins, vous avez raison, mais ce n'est pas une volonté de la commune, c'est une volonté de personne. C'est le statut du fonctionnaire. Soit on est fonctionnaire quand on arrive à la commune, soit il faut passer le concours pour le devenir et ne plus rester contractuel. Et nous faisons beaucoup d'efforts pour faire monter en grade les personnes, mon adjoint Monsieur Vasco Coelho passe son temps à cela. À chaque fois que c'est possible, on demande un passément de grade lorsqu'ils se rapprochent de la retraite parce que cela va améliorer un peu leur retraite. Parfois, juridiquement, ce n'est pas possible. Alors on voit avec les ressources humaines pour récompenser les agents qui sont dans la commune depuis 25 ans ou 30 ans. Cela, les syndicats le savent bien. Les agents peuvent en témoigner. On essaye toujours de leur faire avoir un petit plus avant d'aller à la retraite, un passément de grade, ou de les mettre dans une situation plus favorable que ce qu'ils étaient. Nous y sommes vraiment, je vous assure, très sensibles, mais on est barré par le statut, par ces règles. C'est ainsi. Il faudrait faire évoluer cela.

Oui, Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Oui, pour compléter un peu ce que disait Monsieur le Maire à ce sujet, j'ai encore des demandes de rendez-vous d'agents qui sont contractuels depuis six ou sept ans et ils ne dépassent pas ce stade pour passer à la « stagiairisation », pour être titularisé plus tard. Alors bon, moi je les incite. Je traite ces dossiers en urgence parce que ce n'est pas normal qu'ils soient dans la collectivité depuis aussi longtemps et qu'ils soient complètement laissés à l'abandon. Bien au contraire, il faut inciter à motiver l'agent pour qu'il puisse évoluer dans sa carrière plutôt qu'il reste comme cela dans la précarité à se demander toujours comment on va le traiter et sans avoir un statut solide.

M. le Maire : En fait, ce n'est pas vraiment de la précarité parce qu'il peut rester contractuel et on le garde. D'ailleurs, ce sont souvent des contrats d'un an renouvelable. Nous avons demandé qu'au bout d'un an, ce soit deux ans ou trois ans tout de suite. Parce qu'au bout d'un an, on sait si l'on est satisfait de l'agent ou pas. Au bout d'un an, on a pu vérifier s'il donne satisfaction ou pas. Cela aussi, on l'a fait évoluer. Vraiment, on fait tout ce qui est possible. Monsieur Aoummis, vous vouliez ajouter quelque chose.

M. Aoummis : Rapidement, je ne vais pas m'éterniser là-dessus. Simplement pour dire que ce n'est pas dans votre intention de dire que ceux qui ne se présentent pas pour passer les concours nécessaires pour avoir un stage ou un grade un peu plus important dans la fonction publique... Ce n'est pas quelque chose qu'on arrive simplement à convaincre par le discours. Je pense qu'il y a quand même des modalités d'accompagnement. Je sais que c'est très difficile. Il y a des agents qui pour X raisons, des raisons sociales, des raisons de genre aussi, par exemple une maman isolée rencontrera des difficultés à pouvoir partir loin, même si c'est en Île-de-France, c'est très compliqué. Donc il y a des modalités d'accompagnement. Et je vois bien qu'à travers ce que vous allez présenter juste après, les modalités de préparation au reclassement, il y a aussi les modalités de préparation des agents à passer les examens et les concours nécessaires pour être titulaire. Je le dis, cela paraît facile à dire et j'en conviens. Mais c'est à réfléchir.

M. le Maire : Vous avez raison, Monsieur Aoummis, d'autant plus qu'on le fait. Actuellement au cabinet, j'ai une assistante qui est en train de préparer son concours. On l'assiste comme vous dites. On fait de l'accompagnement pour qu'elle puisse être à son optimum lorsqu'elle va passer le concours. C'est effectivement une piste à faire et nous le faisons pour ceux qui

veulent. D'ailleurs, si des agents nous écoutent, oui, on les conseille, on les accompagne pour qu'ils soient au mieux le jour du concours ou les jours de concours, parce que certains sont sur plusieurs jours. Mais on est d'accord là-dessus. Y a-t-il d'autres observations ? Non, on peut passer au vote.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

→ 3. Conditions et modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement (PPR)

M. le Maire : On arrive au point numéro 3 qui est présenté par Monsieur Coelho.

M. Coelho : Conformément au Code général de la fonction publique, le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a le droit à une période de préparation de reclassement pendant une durée maximale d'un an. La période de préparation au reclassement s'étend comme une période ayant pour objet de préparer, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé. Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement. Dans le cadre de la mise en œuvre de la période de préparation au reclassement au sein de la ville, chaque suivi individuel fera l'objet d'une convention tripartite entre la collectivité, l'agent concerné, le président du CNFPT pour les fonctionnaires de catégorie A+, ou le président du CIG Petite Couronne pour les fonctionnaires catégories A, B et C. Le CIG Petite Couronne a décidé de créer des prestations d'accompagnement à la mise en œuvre de la préparation aux parcours de reclassement. Comme précisé dans la notice explicative, certaines sont à titre gracieux, d'autres font l'objet de coûts supplémentaires à prendre en charge par la ville. Donc, chers collègues, il nous est demandé de valider les conditions de modalités de prise en charge des frais liés à la mise en œuvre de la période de préparation au reclassement et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tous les actes associés. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? Oui, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Juste une observation pour aller dans le sens de ce qui a été présenté parce que c'est vraiment très important. Quand on parle de reclassement, c'est un mot qui fait mal, notamment aux agents concernés. Généralement, les agents se retrouvent dans des

situations où la perspective, en tout cas devant les uns et les autres, n'est pas très claire. Et le fait de les accompagner, je trouve que c'est quelque chose de très bénéfique sur un laps de temps qui reste correct sur une année. Et cela, me semble-t-il, c'est quelque chose qui peut à la fois apaiser l'angoisse et la peur de l'agent en voie de reclassement et lui permettre d'autant plus une latitude pour trouver la voie, une autre voie. Ce n'est pas facile, mais voilà, il y a en tout cas une autre alternative qui se présente. Il y a suffisamment de temps, du moment où le salaire est touché, et l'agent est en possibilité de repenser sa carrière professionnelle de manière paisible. Je tenais à le dire.

M. Coelho : Je tiens à remercier l'équipe RH qui a eu un travail assez important après le centre de vaccination et donc il y a eu énormément d'agents à reclasser. Et il doit en manquer à peine deux. On est en train d'essayer de leur trouver une place parce, comme vous dites, c'est très pesant aussi pour l'agent. Il faut le reclasser, ce n'est pas évident pour lui et ce n'est pas non plus évident pour le service de pouvoir le ménager, de pouvoir lui dire un petit peu les choses sans le brusquer. Et donc ce travail a été fait, mais il y a encore à faire. Merci.

M. le Maire : D'ailleurs, si vous lisez bien les tableaux et tout ce que nous préconisons, nous nous sommes mis bien au-delà du minimum demandé par le législateur et nous nous appuyons bien sûr sur le CIG. Vous avez déjà un petit descriptif de tout ce que nous leur apportons et comme nous l'avons dit tout à l'heure, nous ne souhaitons pas laisser, pour quelque raison que ce soit, des agents au bord du chemin. Je vous ai parlé de cette personne qui était ATSEM et qui pour des raisons physiques ne pouvait pas continuer comme ATSEM. Elle est actuellement au service commerce où elle s'épanouit. Elle va même voir des commerçants. C'est un exemple flatteur et qui nous réjouit. On va le multiplier avec beaucoup d'agents. Enfin le moins possible. J'espère qu'ils n'auront pas tous besoin de cela. Y a-t-il des observations ? Non. On peut voter.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

→ **4. Approbation de la convention d'adhésion au contrat cadre d'assurance des risques statutaires souscrit par le CIG Petite Couronne**

M. le Maire : Donc il reste un dernier point Ressources humaines. Approbation de la convention d'adhésion au contrat cadre d'assurance des risques statutaires souscrits par la CIG Petite Couronne. Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre du renouvellement du contrat d'assurance relatif aux risques statutaires de la ville concernant les assurances du personnel, un appel d'offres a été réalisé afin de recueillir des propositions. Il a été décidé d'abandonner la procédure d'appel d'offres en question et de la déclarer sans suite pour raison d'intérêt général liée à un motif économique. À ce titre, la ville s'est rapprochée du CIG Petite Couronne afin d'étudier la possibilité d'obtenir des conditions plus intéressantes. Pour cela, le CIG Petite Couronne propose l'offre formulée par le groupement ECARE-ACTE VIE-COLLECTEAM-YVELIN. Cette proposition répond aux demandes de la ville de garantir à celle-ci le remboursement des prestations qui lui incombe vis-à-vis de ses agents en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle et de décès. Donc, il nous est demandé d'approuver l'adhésion de la commune au contrat cadre d'assurance des risques statutaires souscrit par le CIG Petite Couronne et la souscription au contrat d'assurance proposé par le groupement ECARE-ACTE VIE-COLLECTEAM-YVELIN. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci Monsieur Coelho. Oui, jusqu'à présent, nous procédions à des appels d'offres et autres. Et pour des raisons qui sont plus intéressantes, nous sommes passés par la CIG Petite Couronne qui nous a aidés à avoir des propositions plus intéressantes. C'est essentiellement ce qui est décrit dans cette délibération. Y a-t-il des observations ? Non. Les votes.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

DIC

→ **5. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2022**

M. le Maire : Je donne donc la parole à Madame Sabrina Fontaine.

Mme Fontaine : Bonsoir Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Donc le rapport égalité femmes-hommes. Première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, la loi du 4 août 2014 ambitionne d'impulser une nouvelle génération de droits : les droits à l'égalité réelle et concrète portant de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité. Elle cherche à impliquer la société dans son ensemble.

Le décret du 24 juin 2015 précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Il doit être réalisé en deux étapes. On a une partie qui concerne la politique de ressources humaines de la collectivité. Le rapport reprend notamment les données du rapport présenté en comité technique au niveau du recrutement, de la formation, du temps de travail, de la promotion professionnelle, des conditions de travail, de la rémunération et tout autour de l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Il y a une deuxième partie qui concerne les actions menées par la collectivité pour l'égalité femmes-hommes. Le rapport fixe des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Il peut comporter également une analyse de la situation économique et sociale en matière d'inégalité entre les femmes et les hommes dans la commune. Vous avez la présentation du rapport en plusieurs pages.

Pour répondre à Monsieur Aoummis, j'aimerais revenir sur quelques chiffres. Donc effectivement, les femmes à Choisy-le-Roi, en proportion au niveau de l'emploi permanent, représentent 59 % de l'effectif global, dont 58 % chez les titulaires et 62 % chez les contractuels. Au niveau de la proportion des hommes et des femmes en matière d'effectif titulaire, cela reste sensiblement le même qu'en 2021, même si l'on peut noter une baisse de l'effectif féminin au niveau des catégories A et C, qui peut s'expliquer par des départs. Pour la catégorie C, les femmes représentent 58 % des agents contre 60 % en 2021. La catégorie B a augmenté, les femmes représentent 55 % de l'effectif tandis qu'en 2021, elles représentaient 47 % et en catégorie A, les femmes représentent 63 % alors qu'en 2021, elles étaient à 70 %. Effectivement ce que l'on peut aussi notifier, et c'est là où le rapport est important et qu'il va nous servir toujours de base de travail, c'est que la précarité est effectivement féminine. On ne va pas se mentir, le rapport le dit, mais dans toutes les collectivités c'est la même chose et au niveau national, c'est pareil. Le but est que nous puissions, nous à Choisy-Le-Roi, mettre des choses en place pour faire évoluer les choses. On ne pourra pas changer du tout au tout, du jour au lendemain, c'est sûr. Mais il faut absolument que l'on prenne en considération ces chiffres et surtout ce que l'on essaye de faire au niveau du service RH, c'est que l'on voudrait adapter ces chiffres, vraiment les personnaliser à Choisy-le-Roi. Cela n'a pas pu se faire cette année parce que c'est compliqué, c'est long et c'est vrai que la refonte du service RH n'est pas facile, mais on voudrait que ce soit vraiment adapté à la situation sur Choisy plus précisément. Là, on a un squelette de rapport qui correspond à quasiment toutes les villes, mais on voudrait vraiment l'adapter sur Choisy-le-Roi avec nos points à vraiment travailler.

Par rapport à ce qui a été fait, je vous ai dit qu'il y a deux choses : Il y a en interne et en externe. Donc, ce collectif égalité femmes-hommes a été impulsé sous l'ancienne majorité. Effectivement, avec le Covid, il a eu du mal à repartir. On a travaillé en interne entre le service DLC et le service RH pour vraiment refaire un collectif qui pourrait contribuer notamment à faire ce changement et de travailler de concert entre la RH, le collectif égalité femmes-hommes et le CST, avec notamment aussi les syndicats, parce que c'est important de travailler tous ensemble, en transversalité. C'est vraiment une question qui appelle à ce que tout le monde aille dans le même sens. Donc ce collectif va se monter. Je pense qu'avec mon collègue, Monsieur Vasco Coelho, on a un rôle, on tient à ce que ce soit vraiment fait en 2023.

En ce qui concerne les actions, Monsieur le Maire parlait tout à l'heure aussi du professionnel de santé qui va être recruté afin de recueillir la parole des femmes et des

hommes victimes de harcèlement sexiste et sexuel. C'est vraiment une urgence, Monsieur le Maire l'a répété. En ce qui concerne les actions pour les habitants, il y a toujours la journée de la lutte contre les violences faites aux femmes. À la différence que d'habitude, le forum est sur une journée. Là, le service DLC a travaillé sur une semaine complète avec énormément d'actions qui ont été aussi portées par les associations. Beaucoup d'associations et beaucoup de services municipaux. On a le service de la santé, on a le service jeunesse, on a le service du CLSPD, on a aussi le service habitat. Il y a vraiment plusieurs services qui travaillent sur la question de l'égalité femmes-hommes au quotidien et qui effectuent le travail de leur côté. Notre objectif à nous, c'est que l'on puisse coordonner nos actions et faire en sorte que l'on progresse. Il y a le savoir-faire, mais il y a le faire-savoir aussi. Il faut qu'aujourd'hui on puisse mettre en avant toutes les actions menées par les services, par les associations et que les habitants puissent avoir accès à toutes les informations et puissent venir à toutes ces actions. Parce qu'une chose est sûre, les actions sont de qualité. Mais le travail aujourd'hui, c'est aussi de faire venir les gens. Quand on se retrouve à monter des actions, c'est vrai que ce sont toujours les mêmes personnes qui viennent. Les partenaires, on en est très heureux. Mais l'important, c'est que les habitants se sentent concernés puisque le but de tout cela, c'est la sensibilisation et de faire en sorte que l'on ait une vraie prise de conscience et que ce soit une prise de conscience collective. Je ne vais pas rentrer dans les détails des actions puisque cela a été vraiment bien expliqué dans le rapport.

Si vous avez des questions, je reste à votre disposition. Et voilà, j'en ai terminé. Merci.

M. le Maire : Merci Madame Fontaine. Comme vous l'avez bien dit, on est quand même passé d'une journée de sensibilisation à une semaine. C'est bien, cela illustre bien ce qu'on a dit. Ce sont des actions qui nous tiennent à cœur, comme à l'ensemble des Français et des Françaises de ce pays. Maintenant, tout le monde prend bien conscience du travail qu'il y a à faire là-dessus. Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : Oui, merci, Madame Fontaine, pour les explications. Effectivement, moi je ne vais pas reprendre tous les chiffres que j'avais repris, mais que vous avez donnés, c'est parfaitement inutile. J'insisterai quand même sur le travail à temps partiel qui, comme par hasard, est majoritairement féminin. Je reviendrai aussi sur les absences des agents pour une journée au moins. Sur 698 agents absents au moins une fois dans l'année 2022, il s'agit de 479 femmes et de 219 hommes. Je ne pense pas que les femmes soient plus malades que les hommes. Simplement, on voit qui prend la journée quand les enfants sont malades. Vous n'y êtes pour rien. C'est un constat. Et c'est quand même pour dire que la route est longue pour que la loi de 2014 puisse vraiment porter ses effets.

Je n'ai rien vu, mais cela m'a peut-être échappé, sur l'importance du télétravail et sur ses conséquences sur la répartition hommes-femmes. Je ne sais pas. Peut-être qu'il y avait et que je n'ai pas vu. Mais si vous voulez nous dire un mot. Il n'y avait pas ? D'accord.

Sur la rémunération, on parlait des titulaires, les agents de catégorie A. Non seulement il y a moins de femmes et en plus elles sont beaucoup moins payées, les titulaires de catégorie A. Et quand je dis qu'elles sont beaucoup moins payées, c'est qu'annuellement, elles ont quand même 16 000 euros de moins, ce qui ne fait que 1 300 euros mensuels brut par mois. Personnellement, je trouve cela scandaleux et je pense que mes collègues femmes et hommes, j'espère, seront de mon avis. Là encore, vous n'y êtes pour rien. Mais je pense que si l'on doit œuvrer dans une égalité, on doit œuvrer dans une égalité professionnelle dans un premier temps.

Sur les actions de remédiation envers les agents, vous avez relevé cinq axes. J'en trouve deux vraiment intéressants : développer l'égalité dans le parcours professionnel des agents pour favoriser des femmes à aller plus vers des filières qui sont normalement dévolues aux

hommes, notamment la police municipale et notamment les filières sportives, et l'axe visant à engager un dialogue social sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Il y en avait cinq, j'en prends deux. Je trouve que ceux-là sont vraiment intéressants. Vous pourrez peut-être nous donner quelques pistes explicatives sur ces axes.

Concernant les actions qui sont menées à l'extérieur, moi je les trouve intéressantes, il faut les conserver. On est passé d'une journée à une semaine pour le 25 novembre contre les violences faites aux femmes. Tout cela, on ne peut que s'en féliciter. J'aurais juste une petite remarque personnelle.

On a aussi parlé dans ce rapport de tout ce qui est fait autour de la prévention du cancer du sein avec Octobre Rose et je trouve que pour une parfaite égalité hommes-femmes, la ville pourrait peut-être s'engager dans la prévention des cancers masculins. En novembre, il y a tous les dispositifs Movember. Je trouve intéressant qu'on puisse aussi se questionner et faire de la prévention pour les cancers masculins.

J'en ai terminé. Merci

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Juste un petit mot pour remercier ma collègue et ses services et faire observer également les avancées remarquables. Mais en même temps, comme nous dit notre collègue Madame Fourniaud, la route est encore longue.

Tout cela pour dire et remettre un peu le lien et mettre un peu les perspectives avec une actualité extrêmement brûlante, bien sûr que les femmes, et on l'a vu, on l'a noté aussi bien sur le premier rapport qui a été présenté, qui nous a été présenté par notre collègue, Monsieur Coelho, que sur le rapport auquel on a assisté, c'est un fait que les femmes sont au cœur de la précarité, de la précarisation de l'emploi. Mais ce qu'il faut quand même souligner en rapport avec l'actualité sociale qui occupe et qui bouleverse un peu le pays, c'est que finalement, ce sont aussi et surtout les femmes qui vont trinquer sur la réforme des retraites, raison pour laquelle on considère que c'est une régression sociale et raison pour laquelle on dit que ce n'est pas une bonne chose pour les travailleurs du pays, mais surtout pour les femmes. Quand vous dites Madame Fournier, quand on doit décompter les absences des femmes parce que la charge mentale, la charge familiale est plutôt assurée par les femmes, la question des pénibilités, les questions, un certain nombre de questions, où déjà les femmes sont discriminées, quand on va les remettre dans le compteur et dans "le mixeur", je dirais, de cette réforme et bien évidemment ce sont d'abord les femmes qui vont trinquer.

Voilà, c'était pour lier et mettre en perspective ce rapport avec l'actualité qui nous occupe. Merci encore.

M. le Maire : Bien. Merci Monsieur Id Elouali. Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : Monsieur le Maire, j'ai lu avec un grand intérêt ce rapport que je mets en résonance avec le rapport RSU. J'ai relevé un certain nombre d'éléments sur lesquels effectivement notre commune, comme toutes les autres communes de France et de Navarre, doit travailler pour que la situation change.

Par exemple, dans ce rapport, on découvre que le temps de travail est discriminant, le prorata des femmes qui travaillent à temps partiel est sans commune mesure avec celui des hommes. Il arrive à 100 % chez les femmes contractuelles. C'est quand même interpellant.

Un deuxième élément, l'inégalité des salaires. Et c'est très important chez toutes les catégories A, B et C, titulaires et contractuels, il y a un différentiel dans le salaire annuel brut

en faveur des hommes. Plus flagrant, paradoxal chez les catégories A, les titulaires touchent 52 000 euros pour les hommes, 36 000 euros pour les femmes.

Troisième point, et c'est une honnêteté intellectuelle de votre part, vous avez mis dans ce rapport tout le travail qui a été fait par l'ancienne mandature. Les anciennes mandatures, la dernière et l'avant-dernière en l'occurrence, avaient créé une délégation à l'égalité avec un budget propre, et ce depuis 2008, avant la loi de 2014. Des actions de sensibilisation, d'éducation à l'égalité en direction de différents publics ont été menées. La ville a signé en 2017 la Charte européenne pour l'égalité dans la vie locale, la mise à disposition de logements relais pour les femmes (on va en parler dans une autre délibération) victimes de violence. En plus du travail, et Monsieur Coelho en a fait référence, effectué par un groupe d'agents qui ont planché dans un collectif qui date de 2019 pour arriver à un plan d'action visant l'égalité professionnelle avec des axes précis, par exemple l'égalité dans le parcours professionnel ou le dialogue social sur l'égalité professionnelle. Deux axes qui sont très importants. Donc le travail de sensibilisation, qu'il soit institutionnel ou associatif, parce qu'il y a pas mal de choses qui sont dans le rapport qui relèvent de la sensibilisation, est certes nécessaire pour diffuser la culture de l'égalité et éduquer sur un sujet problématique. Mais la mise en place d'actions concrètes en matière d'égalité salariale entre les agents de la ville est capitale. On voit bien que la Ville souhaite reprendre le collectif des agents. C'est une bonne chose en soi, mais qu'en est-il des orientations qui ont découlé de son travail depuis sa création en 2019 ? Est-ce que l'on reprend tout depuis le départ ou l'on va mettre en application tout ce travail qui a déjà été fourni ?

Et un autre élément a attiré mon attention, l'égalité hommes-femmes au travail implique que les employés de tous les sexes aient accès aux mêmes récompenses, opportunités, ressources. Le nerf de la guerre est la question des salaires. Je viens de le dire. Les hommes sont rémunérés en moyenne 28,5 % de plus que les femmes. Les profils féminins sont majoritaires dans les contrats les plus précaires. En France, 76 % de ces postes précaires sont occupés par des femmes. Sur Choisy, on est à 63 %. Donc on est moins. C'est déjà quelque chose qui donne une certaine lueur d'espoir. Et c'est le travail dans ce sens, le travail sur les salaires qu'il est question de développer davantage. Je ne suis pas là pour dénigrer quoi que ce soit en termes de sensibilisation, c'est important. Mais le travail sur l'égalité salariale est fondamental.

Dernier point qui reste anecdotique, vous avez mis dans le rapport que vous avez subventionné la Mirabal de Tremplin 94 pour le compte de 2022. Il n'y a pas eu de subvention de la ville en 2022. Il y en a eu une en 2021, mais pas en 2022, pour la simple raison que Tremplin 94 n'avait pas demandé de subvention à la ville. Merci.

M. le Maire : Bien. Oui, je confirme. Le Tremplin 94 n'a pas demandé de subvention. Je n'y peux rien. On a fixé des règles que vous-mêmes vous aviez fixées et que l'on a reprises en partie, même les principales. On n'a fait que poursuivre. Mais si une association ne demande pas, ne dépose pas de dossier, j'étais dans la commission, on ne l'étudiait pas. Qu'ils reviennent vers nous avec un dossier.

Pour les différentes choses que vous avez évoquées, je dirai que je ne peux que partager. Mais, comme vous dites, il y a des choses que vous avez anticipées depuis 2008. Et sans être méchant, car je tiens à ce que ce Conseil se passe toujours aussi bien que depuis le début et l'on peut échanger là-dessus, pourquoi vous ne l'avez pas fait cette égalité salariale depuis 2008 ? Nous, on est là depuis deux ans et demi. On n'a que deux solutions : soit baisser le salaire des hommes, soit augmenter le salaire des femmes. Mais la commune explose. On ne peut pas rattraper, en deux ans ou en trois ans, vingt ou trente ans de retard. On hérite d'une situation où les salaires sont assis. Il faut le faire peu à peu. Sur les nouvelles embauches, c'est strictement le même salaire, à compétences égales bien sûr. C'est normal, la société l'a instauré et c'est comme cela maintenant. Mais sur les 20 ou 30

ans passés, on ne peut pas... Alors si l'État nous donne une subvention, je le fais dès demain. Or, ce qu'il nous annonce, et on va le voir tout à l'heure, certaines, certains et moi-même, on a vécu des nuits blanches pour essayer de monter un budget, c'est qu'à peine le budget des collectivités monté, il y aura 4 % d'augmentation sur les charges des agents sur la partie retraites sur 2024. Evidemment, tout le monde est monté au créneau, toutes les associations de maires de France. Ce n'est pas possible. Donc, comment voulez-vous ? Moi je suis entièrement d'accord, et ce n'est pas qu'on ne veut pas le faire et on ne veut pas se le cacher ou quoi que ce soit, on prend nos responsabilités. On essaye de rattraper ce retard et je vous le dis, ce qui compte à partir d'aujourd'hui : à compétences égales, salaire égal. Mais toutes ces années passées avec des différences de salaires, comment les combler ? La ville n'a pas les moyens financiers de les combler. Ce n'est pas possible.

Un dernier mot pour le télétravail. Effectivement, il ne peut pas y avoir quelque chose puisque le télétravail a été institutionnalisé depuis janvier, et l'on a été une des premières villes à bien l'encadrer, c'est deux jours sur la base du volontariat. Tous et toutes ne veulent pas travailler en télétravail. Il y a des gens qui ne veulent pas. On laisse le choix aux personnes. Sur le prochain rapport, vous saurez exactement le nombre de jours de télétravail par catégorie, un ou deux par semaine sur la base du volontariat. C'est important. Après, effectivement, il y a certains postes comme les personnes qui servent à la cantine, c'est 2 heures, 3 heures. Je ne peux pas révolutionner la cantine. On a créé, je vous le dis, des agents de traversée. Donc des gens qui veulent plus d'heures, on fait notre maximum pour qu'ils aient plus d'heures, c'est-à-dire qu'ils font agent de traversée, ils font la cantine, cela leur fait au moins quatre heures. Et s'il y a moyen de leur faire faire des heures de ménage et qu'ils sont d'accord, on leur fait faire aussi pour qu'ils aient un salaire le plus décent possible. Mais il faut bien que des personnes servent à la cantine. Et la cantine, c'est 2 heures, 3 heures. Voilà, on ne peut pas révolutionner cela. Après, bon, quand même, il faut se dire aussi qu'il y a des personnes, hommes ou femmes, qui sont heureux et qui veulent avoir un travail d'appoint, tout simplement. Ils veulent passer plus de temps chez eux. C'est respectable aussi. Ce n'est pas la majorité, mais il faut savoir qu'il y a des gens, de leur propre initiative, qui ne veulent faire que 15 heures par semaine, 10 heures, 20 heures. Ceux qui veulent un travail à temps plein, il faut tout faire pour qu'ils l'aient. Bien sûr. Je pense qu'il y a beaucoup à faire en cette matière, mais quand même beaucoup a été fait. On partait de très loin. Je ne parle pas de la commune de Choisy. Je parle d'une manière générale dans notre pays ou dans d'autres.

Je crois que, quand même, les choses avancent dans le bon sens et il faut continuer. C'est sûr, il reste à faire. Mais je crois que le plus gros sujet aujourd'hui, c'est la violence. C'est terrible et c'est cela qui engendre après une précarité, des femmes à la rue... Oui, Madame Fontaine.

Mme Fontaine : Sur la question salariale, Monsieur le Maire a répondu. Je voudrais revenir sur les actions. C'est vrai que tout le travail qui a été mené par les majorités précédentes, effectivement, cela allait extrêmement dans le bon sens. Donc, tout ce qui était très bien, on est pragmatique, on le garde, on l'optimise, on le potentialise. Et pourquoi on met le paquet sur la sensibilisation ? Parce qu'il n'y a que cela qui permet de faire changer les mentalités. Et aujourd'hui, la problématique que l'on a au niveau du temps partiel, au niveau du fait que ce soient toujours les femmes qui prennent les journées enfants malades, que ce soit toujours que les hommes aujourd'hui ne prennent pas encore leurs congés parentaux. Donc, je veux dire, à un moment donné, la sensibilisation, ce n'est pas du saupoudrage. Et c'est sur cela aujourd'hui qu'on travaille avec les services. Pourquoi on n'avait qu'une journée sur le forum de la lutte contre les violences faites aux femmes et aujourd'hui on a une semaine ? Pourquoi ? Parce qu'en une semaine, on multiplie les actions, on met plus de partenaires, on met plus d'échanges. La semaine féminin-masculin autour de la journée du 8 mars, cela va passer au mois. C'est-à-dire que cela prend vraiment de l'ampleur. L'objectif, c'est quoi ? C'est que l'on ait aujourd'hui vraiment une conscientisation de la population au niveau

national. Mais on ne pourra avancer sur ces questions que si l'on continue à sensibiliser. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur.

Ensuite, pour répondre à Monsieur Aoummis, en ce qui concerne le collectif, effectivement, le collectif qui a été entrepris, mené avec les bonnes actions, aujourd'hui le service DLC travaillait avec lui. Donc on va reprendre bien sûr les choses qui fonctionnaient et l'on va établir de nouvelles choses avec aujourd'hui nos orientations particulières. On travaille très bien avec le centre Hubertine Auclert qui nous permet aussi de faire des formations à venir avec nos services en interne par exemple. Rome ne s'est pas faite en un jour. Effectivement, on avance, la question de l'égalité femmes-hommes, sur Choisy-le-Roi, je peux vous assurer qu'elle prend de la place et de plus en plus. Pourquoi ? Parce qu'il faut faire changer les mentalités. Pour cela, il faut que l'on soit toujours au cœur de l'action et que l'on soit toujours dans la prévention, la sensibilisation, et comme disait Monsieur le Maire, l'action aussi sur la lutte contre les violences faites aux femmes, notamment avec un projet que Monsieur le Maire soutient et que l'on reprend, la création de la Maison des Femmes où cela sera pluridisciplinaire. On vous en reparlera. Parce que là, pour le coup, on est en plein dans le projet. On le monte, on le travaille. C'est un projet qui est vraiment porteur et qui permettra vraiment d'asseoir cette volonté au niveau de l'égalité femmes-hommes et au niveau du droit des femmes.

Et je voulais juste revenir sur la définition de l'égalité femmes-hommes. C'est surtout pour soutenir le droit des femmes. Donc effectivement, c'est très bien. Dans le cadre de l'égalité femmes-hommes, on fait de la prévention au niveau du cancer du sein. Mais après, le service de santé peut très bien prendre en compte tous les cancers, notamment le colorectal, qui tuent aussi bien les hommes que les femmes. Mais c'est vrai que là on ne parle pas d'égalité entre femmes et hommes dans le terme "égalité". C'est pour cela qu'on ne s'est pas proposé de faire dans cette semaine une prévention au niveau, par exemple, du cancer de la prostate. Voilà, c'était juste pour redéfinir ce que c'était l'égalité femmes-hommes. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. On ne peut procéder aux votes.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ 6. Rapport d'Orientation Budgétaire année 2023

M. le Maire : Je vais donner la parole à Madame Amandine Francisot.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, merci. Chers collègues, chers Choisyens, j'ai le plaisir ce soir de vous présenter le rapport d'orientation budgétaire de la ville pour 2023, ce qui est une étape obligatoire dans la procédure budgétaire de la collectivité.

Avant tout propos, je tiens cette année encore à remercier notre équipe de direction pour le travail méticuleux et remarquable réalisé sur ce rapport. Avant de parler plus précisément de notre ville, il convient que je fasse un point sur le contexte général et législatif de cette année budgétaire. Cette année, l'économie mondiale subit un ralentissement généralisé et plus marqué par une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de Covid-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. Nous nageons dans une incertitude élevée et persistante, notamment sur les prix et les approvisionnements en énergie en raison de cette guerre russe en Ukraine, et les aléas portent en particulier sur l'approvisionnement de gaz ainsi que sur son prix. Les conséquences de la hausse des prix perturbent la préparation de nos budgets locaux pour 2023, notamment du fait de la diminution progressive du bouclier tarifaire. L'inflation de la composante énergétique devrait repartir à la hausse.

Pour cette année 2023, nombre de collectivités étaient en attente d'une réaction du gouvernement pour les aider à poursuivre leurs actions. Que nous a donc appris la loi de finances pour 2023 ? Sur le plan fiscal, il faut d'abord noter une non-mesure. Après moult débats, la majoration forfaitaire des bases foncières en parts professionnelles suivra bien la formule de droit commun fondée sur l'inflation de novembre N-1, c'est-à-dire + 7,1 %. Une nouvelle fois, les ménages payeront la note. Si cette augmentation des bases foncières nous permet, nous, de poursuivre notre action d'amélioration du cadre de vie et des services destinés aux Choisyens, nous pouvons regretter que le plafonnement à + 3,5 % voté en commission ait été abandonné, ce qui laisse reposer sur les ménages, déjà acculés par l'inflation des matières premières essentielles, une lourde charge non voulue par notre majorité puisque, je vous le rappelle, le taux d'imposition à la taxe foncière reste inchangé, à Choisy-le-Roi.

Aussi, l'actualisation sexennale des valeurs locatives professionnelles qui a occupé le bloc communal en 2022, est reportée de deux ans au motif, d'une part, de l'insuffisante représentativité des échantillons et d'autre part, d'effets jugés indésirables sur les commerces de centre-ville que le report en soi ne réglera en rien au regard de ce qui reste prévu pour nos commerces de Choisy-le-Roi.

En revanche, pour la première fois depuis 2011, la dotation globale de fonctionnement est abondée de 320 millions d'euros pour le bloc communal, ce qui représente une part infime de l'augmentation de nos recettes, environ 1 million d'euros, quand la part des impôts directs payés par les ménages abondera notre budget de plus du double de cette "faveur" faite par le gouvernement. D'ailleurs, depuis dix ans, c'est presque 60 millions d'euros cumulés de recettes de dotations que nous avons perdues.

S'agissant des dispositifs de soutien anti-inflation, il faut noter l'inscription de 430 millions d'euros destinés à verser en 2023 aux communes et aux EPCI à fiscalité propre la compensation votée en loi de finances rectificative d'août 2022, des hausses de charges énergétiques, alimentaires et de personnel, enregistrées en 2022.

J'en viens maintenant plus précisément à nos affaires communales. Nous avons adopté depuis le 1^{er} janvier 2022, la nomenclature M57 pour le budget principal de la ville. De même, à compter de cette année, vous sera présenté un compte financier unique pour le budget 2022. C'est une fusion des comptes administratifs et de gestion.

Pour ce qui concerne la section de fonctionnement, je commencerai donc par les dépenses. Elles sont en augmentation de 6 % entre 2021 et 2022. Les charges à caractère général vont connaître une hausse encore plus conséquente en 2023 en raison du contexte inflationniste. Ces charges sont prévues en augmentation de 13,58 % par rapport aux BP de 2022 et de 11,26 % par rapport au réalisé de 2022. Cela s'explique principalement par l'augmentation du coût de l'énergie, des matières premières et des contrats de prestation de services. Afin de compenser ces fortes augmentations, des efforts de gestion continuent d'être demandés aux services afin de garantir un niveau d'épargne suffisant pour poursuivre les investissements et contenir le recours à l'emprunt.

Bien qu'elle n'ait été exécutée qu'à hauteur de 98,77 % du budget primitif 2022, l'inscription pour les charges de personnel devrait augmenter de 3,62 % en 2023. Je vous invite à prendre connaissance de l'évolution de la masse salariale en partie 6 du rapport. Pour la prévision de l'exercice 2023, l'évolution de la masse salariale résulte d'effets mécaniques incompressibles liés notamment à la revalorisation de 3,5 % du point d'indice en année pleine des fonctionnaires et de besoins de recrutement. Concernant les postes permanents, il s'agit principalement de créations liées à des besoins nécessaires permettant le bon fonctionnement des services et le développement de l'activité de la ville qui ont été créées en 2022 et qui ont un impact en année pleine en 2023, principalement à la direction générale des services techniques et dans la direction de la prévention et de la sécurité. La ville de Choisy-le-Roi a également souhaité participer à l'accompagnement des jeunes dans l'accession à un niveau de professionnalisation en leur permettant d'arriver qualifiés sur le marché du travail. Nous avons également la volonté de créer notre propre ressource pour faire face aux tensions de recrutement pour un certain nombre de métiers territoriaux générés par la concurrence entre employeurs. À ce titre, 12 apprentis sont ainsi accueillis au sein de différents services de la Ville. Je terminerai sur ce point des ressources humaines en précisant que nous mettons un point d'honneur à optimiser la stratégie de gestion prévisionnelle des emplois de façon à mieux calibrer les postes aux besoins de la collectivité, à adapter les compétences des agents aux emplois, à favoriser le développement des compétences des agents et à mieux maîtriser la masse salariale.

Pour continuer sur les dépenses de fonctionnement. En ce qui concerne les atténuations de produits, le prélèvement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources reste stable. En 2021 et 2022, la commune n'a pas contribué au fonds de péréquation intercommunal compte tenu de son rang de classement à la DSU. Classée au 197^e rang en 2021 et au 213^e rang en 2022, la commune devrait également en être exonérée en 2023. En 2023, 40 000 euros seront prévus afin de reverser à l'EPT les redevances spéciales facturées par la ville jusqu'en 2020 et non encaissées fin 2022 puisque depuis 2021, l'EPT perçoit directement cette taxe ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Pour ce qui concerne les charges de gestion courante, il sera proposé de reconduire la subvention au COS de 100 000 euros afin de lui permettre de continuer à proposer des prestations d'action sociale en complément de celles délivrées par le CNAS. En 2023, la subvention du CCAS devrait évoluer de 7,8 %, soit environ 2,39 millions d'euros par rapport à la subvention versée en 2022. Cette évolution s'explique par l'évolution des charges de personnel, identique à celle de la ville, et l'évolution des charges à caractère général. Comme pour la ville, le coût de l'énergie, des matières premières, etc. Le montant de la subvention qui sera proposée pour le théâtre sera de 876 000 euros. La subvention pour le budget annexe des parkings de 359 000 euros devrait être identique à celle prévue au BP 2022 et sera ajustée à la baisse après la reprise de l'excédent de l'exercice 2022 du budget

annexe des parkings. Les subventions aux associations seront maintenues au même niveau qu'en 2022. Pour ce qui concerne les charges versées à l'EPT en 2023, il est proposé une augmentation de 2 % par rapport au montant versé en 2022, soit environ 3,64 millions d'euros. Les charges d'intérêt de la dette sont évaluées à en 2023 à 720 000 euros, en augmentation de 120 000 euros par rapport à 2022. Cette évolution s'explique principalement par les prévisions d'évolution des taux variables et ainsi que les emprunts nouveaux à contracter en 2023 pour financer le programme d'investissements.

Pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement, nous restons prudents en raison de l'incertitude que nous avons quant aux différents calculs. C'est le cas notamment pour les atténuations de charges qui concernent essentiellement des remboursements en matière d'accidents de travail et d'arrêts maladie. Ce qui est donc, de fait, aléatoire. Les produits des services et du domaine avaient été estimés à 4,17 millions d'euros au BP 2022 et réalisés à hauteur de 4,54 millions d'euros. Par prudence et compte tenu du contexte économique et social, ces recettes sont évaluées à 4,48 millions d'euros, soit une quasi-stabilité par rapport aux recettes perçues en 2022. Les recettes liées aux impôts directs locaux sont estimées à environ 37,89 millions d'euros, soit plus 2,11 millions d'euros par rapport aux recettes fiscales perçues en 2022. Cette évolution s'explique par une stabilité du taux communal et la ville, je l'affirme ici, ne prévoit pas de modifier les taux de fiscalité. Donc oui, le montant de la taxe foncière va évoluer à la hausse, et là, je m'adresse plus particulièrement aux Choisyens, mais cette évolution sera due uniquement à la revalorisation des bases locatives décidées par l'État de + 7,1 % dont je vous ai parlé précédemment. La taxe de séjour est instituée sur l'ensemble du territoire de la commune depuis le 1^{er} janvier 2023. Celle-ci sera perçue selon la fréquentation au réel pour toutes les natures et catégories d'hébergement à titre onéreux proposé sur le territoire. Les recettes sont estimées à 40 000 euros en 2023.

Il est envisagé une stabilité des autres impôts et taxes par rapport aux recettes prévues en 2022. Compte tenu des critères d'éligibilité, nous retenons une hypothèse prudente d'évolution du fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France d'environ 200 000 euros, soit 3,9 millions d'euros. Compte tenu de la faible évolution de la population prévue en 2023, la dotation forfaitaire de Choisy-le-Roi est évaluée à 5,93 millions d'euros en 2023, soit une augmentation de 1,1 % par rapport au montant perçu en 2022. La dotation de solidarité urbaine, quant à elle, devrait seulement progresser de 137 000 euros par rapport à l'année 2022. La part principale de la dotation nationale de péréquation pour la commune est estimée à 675 000 euros environ, soit + 1,2 % par rapport à la dotation perçue en 2022. Les participations de l'État, du Département, de la Région et des autres organismes sont estimées à 2,97 millions d'euros en 2022. Les recettes perçues se sont élevées à 3,29 millions d'euros en 2022, contre 2,85 millions d'euros prévus. On espère qu'il en sera de même en 2023. Les allocations compensatrices sont estimées à 450 000 euros. Il s'agit des compensations par l'État des pertes de ressources consécutives à des mesures d'exemption d'exonérations, d'abattements ou de plafonnement des taux décidées par la loi. Ces allocations sont malheureusement en constante baisse. Pour ce qui est des autres produits de gestion courante, qui sont principalement des recettes issues de la location des locaux commerciaux, les recettes sont estimées à 1,4 million d'euros. En raison notamment d'une recette exceptionnelle de 392 500 euros attendue en 2023 à la suite de la tempête de 2021.

Passons maintenant aux investissements. L'an dernier, pour la première fois, nous avons présenté une programmation pluriannuelle des investissements. Cette PPI est un document de travail évolutif qui prend en compte tous les investissements incompressibles existants et à venir. Certains, vous pouvez le voir sur le document en annexe, ne sont pas ventilés. Ce sont des projets essentiels sur lesquels nous devons encore travailler au regard de l'équipement en gymnase-piscine qui, à terme, devraient remplacer notre piscine Jean Andrieu et notre gymnase Langevin, tous deux nécessitant de très lourds investissements, inenvisageables à long terme. Pour 2023, les dépenses d'investissement devraient présenter une enveloppe globale d'un peu plus de 23 millions d'euros. Vous trouverez le détail des

opérations prévues dans la PPI en annexe. Tout d'abord, vous trouverez à partir de la page 30 du ROB les opérations déjà existantes en autorisations de programme et crédits de paiement qu'il a fallu, pour certaines, réaménager. La refonte globale du groupe scolaire Mandela-Langevin s'est poursuivie en 2022 avec l'aménagement des cours d'école élémentaire Langevin et Mandela. Cependant, la rénovation intérieure de l'école élémentaire Langevin ainsi que la réalisation d'une surtoiture sur une partie de l'école maternelle Mandela seront reprogrammées en 2024. Pour ce qui concerne le groupe scolaire Marcel Cachin, pour rappel, le Conseil d'école consulté fin octobre 2021 a rejeté le principe de scission proposé par la Ville. Il n'est donc pas prévu de crédits pour l'année 2023. En revanche, 100 000 euros sont envisagés en 2024, notamment pour l'agrandissement de la maternelle.

Pour ce qui concerne le programme travaux de voirie, 1,05 million d'euros sont prévus cette année, destinés à la rénovation de la chaussée. Cela devrait concerner les rues Corvol, du Docteur Roux, Demanieux, Waldeck-Rousseau, l'avenue Rondu, notamment en lien avec les travaux sur le pont mis actuellement en circulation alternée, ainsi que le lancement d'études pour la requalification de l'avenue Anatole-France. L'autorisation de programme concernant les d'éclairage public sera clôturée cette année, après le paiement des derniers travaux effectués en 2022. Une somme de 500 000 euros est envisagée sur l'exercice 2023 pour l'entretien et le renouvellement des structures de jeux d'enfants, ainsi que le remplacement des sols souples. En 2022, une autorisation de programme a été créée pour la plantation d'arbres. C'était un élément essentiel de notre programme. Chaque arbre a été référencé. Cela a permis de déterminer un plan d'action pluriannuel. Les actions 2023 issues de ce plan directeur concerneront les arbres d'alignement de voirie ainsi que ceux situés dans les parcs et jardins. Elles sont estimées à 500 000 euros. Deux nouvelles autorisations de programme seront créées. D'abord, celle pour la rénovation énergétique de l'école élémentaire Victor-Hugo. Il est envisagé d'isoler de la toiture végétalisée, isoler et réaliser un bardage des murs extérieurs ainsi que le remplacement des réseaux de chauffage. Le montant total de cette opération est estimé à 1,91 million d'euros. Les crédits de paiement s'élèvent à 1 million d'euros en 2023 et 910 000 euros en 2024. Ce programme bénéficiera des subventions de l'État, de la Métropole et du SIPPAREC pour un montant total de 980 000 euros. Ensuite, une autorisation de programme pour la requalification du centre technique municipal sera créée. L'enjeu consiste à rationaliser, actualiser l'outil de travail existant aux besoins actuels et futurs. Le projet accueillera les services administratifs et techniques répartis par directions. Les dépenses totales sont estimées à 202,65 millions d'euros, dont 300 000 euros dès 2023 et les recettes estimées à 370 000 euros.

Pour ce qui est des autres programmations hors AP/CP, le budget communal ne devrait plus être mis à contribution sur l'opération de la ZAC du Port puisque les cessions de charges foncières sont engagées. Concernant la ZAC des Hautes-Bornes, aucune participation de la commune n'est due en participation au coût du gymnase Alice Milliat dont le solde de la participation communale reste à préciser. Le déploiement de la vidéoprotection se poursuit en 2023 pour un montant de 1 million d'euros. Sur les 112 caméras prévues, 20 ont été installées en 2022. Il reste donc 92 à poser en 2023. Pour rappel, cette opération bénéficie de subventions de la Région pour 492 000 euros et de l'État dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local pour 500 000 euros.

Pour ce qui est de l'emprunt, depuis plusieurs mois, face au retour de l'inflation, les banques centrales ont augmenté leurs taux directeurs. Pour contrer cette hausse de l'inflation, l'ensemble de la courbe des taux a été affecté à la hausse. Le taux moyen de l'emprunt Choisy-le-Roi est, au 31 décembre 2022, d'environ 1,84 % pour près de 32 millions d'euros de capital restant dû alors qu'il était à 1,48 % en 2022. Le profil actuel de la dette de la commune permet de ne pas obérer le budget dans un contexte d'augmentation des taux. À cette étape, l'emprunt 2023 est projeté à 12,6 millions d'euros et sera diminué au budget

supplémentaire 2023 avec la reprise des résultats de l'exercice 2022 estimée à 4,6 millions d'euros, soit un emprunt pour 2023 évalué à 8 millions d'euros.

Je vous invite à consulter le détail en pages 35 et 36 du rapport. L'exercice de la projection pluriannuelle du budget est un exercice complexe au regard du contexte particulièrement instable des finances des collectivités territoriales. La projection financière du budget de fonctionnement de la commune met en perspective une hausse moyenne des recettes de l'ordre de 0,56 % entre 2019 et 2023 et de 5,15 % pour les dépenses. Au titre de la section d'investissement, les dépenses seront en augmentation sensible en 2023 et dans les prochaines années, en particulier avec le démarrage opérationnel du nouveau programme de renouvellement urbain des navigateurs qui aura un poids important sur la période 2023-2025. À noter également la fin du portage foncier de l'EPFIF pour la résidence du Parc. Le coût de l'acquisition est de 1,5 million d'euros, répartis entre 2022 et 2023.

L'autofinancement prévisionnel reste positif tout au long de la période, mais il est fragilisé en raison du contexte économique incertain. Cette tendance nécessite une maîtrise accrue des dépenses de fonctionnement pour dégager de l'autofinancement et maintenir les capacités d'investissement de la commune. L'autofinancement dégagé en fin d'année 2023 est projeté à 2,7 millions d'euros et il sera, nous l'espérons, probablement supérieur après l'intégration des résultats annuels, comme cela est constaté chaque année lors de la présentation du compte administratif. J'en ai terminé.

M. le Maire : Bien. Merci Madame Francisot. Alors je suppose qu'il y a des prises de parole. Oui, alors ? Madame Fourniaud ou Monsieur Aoummis ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. Je vais juste réagir sur trois points concernant ce DOB. Le premier point qui me paraît faramineux, c'est l'emprunt projeté qui est à hauteur de 12,5 millions d'euros. Alors qu'en 2019, on était sur 2 millions d'euros, en 2020 sur 3 millions d'euros, en 2021 et en 2022, il n'y a pas eu d'emprunt, et si l'on remonte un peu en arrière, l'emprunt le plus haut était en 2015, de l'ordre de 5 millions d'euros. Là, on rentre dans une catégorie un peu plus affolante, on est à 12,5 millions d'euros, dans un contexte qui a très bien été décrit par l'adjointe chargée de ce secteur. Des éléments tangibles dans un contexte d'augmentation des taux directeurs des banques, un contexte d'instabilité des finances des collectivités territoriales et, vous le mentionnez également dans le rapport, de 2019 à 2023, une hausse moyenne des recettes de l'ordre de 0,56 % et une hausse des dépenses de l'ordre de 5,15 %. On voit bien le différentiel et l'on voit bien se pointer ici une grande inquiétude à manifester quant à la dette contractée par la ville et à l'avenir de la solvabilité de la ville.

Le deuxième point sur lequel je veux réagir, c'est celui concernant les 100 000 euros alloués au COS. Nous avons, et c'était votre choix, un comité national d'action sociale. J'ai été sur le site de ce comité national d'action sociale. J'ai bien vu le travail apparemment professionnel et de qualité qui est fourni par leurs soins. J'ai entendu un certain nombre de maires de différentes villes de France, moyennes villes, grandes villes, qui expriment leur satisfaction. Or, là, on est sur une répartition, on a à la fois un comité national d'action sociale, qui a le gros du travail sur l'action sociale sur la ville, et on garde la perspective, en tout cas vous la gardez, de continuer à financer le COS à hauteur de 100 000 euros. Soit le COS faisait l'affaire et il fallait garder, soit il ne faisait pas l'affaire et dans ce cas pourquoi prendre le Comité national d'action sociale ? D'autant plus que le CNAS présente des prestations qui relèveraient de l'action sociale de proximité, des choses de l'ordre de financer, de faire bénéficier les agents de tarifs réduits ou en tout cas il y a un éventail d'activités très large. Alors je ne comprends pas. Est-ce que dans ce contexte financier très compliqué, la ville aurait les moyens de financer deux organismes qui se complètent ?

Un troisième point sur lequel j'aimerais réagir, c'est celui qui concerne le PPI. Dans la projection que vous faites, je vois une chose sur laquelle je ne suis pas d'accord, mais cela c'est le choix que vous avez fait qui est la vente de la maison de Rouget de Lisle. Alors que quand je lis que, et cela fera l'objet d'une présentation ultérieure et d'une délibération qui va venir, dans le PLU qui a été modifié par vos soins, au point 4 de la modification numéro 7, vous dites que vous avez à cœur d'identifier le patrimoine bâti à protéger avec l'enrichissement de la liste existante. Est-ce que la maison de Rouget de Lisle n'est pas un patrimoine à préserver ? C'est une question.

Dans le PPI, je ne vois pas non plus quelque chose qui me semble important en termes d'écologie, mais aussi en termes de rationalisation des dépenses, à moins que le lieu soit intitulé autrement, le centre de loisirs Calypso, qui est une passoire énergétique, un espace énergivore considérable, je ne vois aucune action de travaux de réhabilitation en la matière concernant cet espace-là. Merci.

M. le Maire : Bien. Madame Fourniaud ?

Mme Fourniaud : Alors on nous avait proposé d'examiner l'exercice 2023 à partir d'un document de préparation qui est très complet, on ne conteste pas cela, mais qui nous a laissés parfois un peu perplexes. Ce rapport étant le reflet des orientations politiques de votre majorité est un document primordial et nous l'avons vraiment examiné avec grande attention.

Notre première remarque concerne l'absence de ratios sur des villes de même strate, c'est-à-dire que l'on ne peut pas vraiment se situer par rapport à des villes qui auraient un contexte identique au nôtre. Donc on n'a pas de positionnement par rapport à d'autres villes équivalentes.

Ensuite, la description que vous faites du contexte national en préambule est dans la droite ligne, je dirais, des prévisions gouvernementales et bancaires. Et l'on a un peu l'impression que l'on se met en retrait, on va regarder et laisser passer l'orage, comme on dit, d'ailleurs, même notre président de la République disait pendant ses vœux de janvier : "Qui aurait pu prévoir la crise climatique ?". On serait un peu tenté de lui répondre : "Tout le monde et surtout les scientifiques qui depuis 30 ans affirmaient qu'on allait droit dans le mur si l'on ne changeait pas de braquet". Et il y a aussi ceux qui affirment toujours que cette crise résulte d'un mode de fonctionnement du système économique lui-même, dont les taux de production et de rentabilité sur des temps très courts sont incompatibles avec le développement serein des populations. Aujourd'hui, maintenir un mode de vie occidental à son niveau actuel sans absolument rien changer, c'est peut-être vraiment empêcher la survie de l'humanité. Cela c'était sur le contexte national.

Sur les dépenses de fonctionnement, Madame Francisot nous a très bien présenté cela. Les charges à caractère général qui augmentent à 13,58 % du fait du contexte. En revanche, on n'a pas vraiment de visibilité dans le rapport d'orientations budgétaires sur la passation de marchés pour la restauration collective, dont la restauration scolaire, alors que les habitants (parents et autres) sont appelés le 15 février à découvrir tout cela au Royal, si l'information est bonne. Pas un mot dans le rapport évoquant la construction de la cuisine. Alors ce n'est pas vrai, vous indiquez d'ailleurs une AMO, assistance à maîtrise d'ouvrage, pour 90 000 euros. AMO à laquelle on aimerait bien, si c'est possible, être associé, pour la construction de la cuisine centrale.

En ce qui concerne les charges du personnel, on a donc une évolution de 3,62 % en prévisionnel, mais on a déjà 3,5 % du fait du rattrapage du point d'indice. Alors il ne vous appartient pas, Monsieur le Maire et votre majorité, d'augmenter et de changer le point d'indice, mais on voit que la différence est à 0,12 %. Donc ce qui vous appartient c'est quand même de prendre en compte l'appauvrissement des agents qui découlera de 3,5% et qu'il

n'y aura rien derrière. Cette petite hausse laisse craindre que les postes non pourvus, on en a parlé énormément, qui aujourd'hui sont quand même 28 % des effectifs de la collectivité. On craint que l'on soit l'année prochaine dans des dispositions un peu identiques. D'autant que vous nous donnez des pistes d'évolution qui sont malheureusement les copiés-collés de l'année dernière. Pour les dépenses de fonctionnement du théâtre, on n'a pas le référentiel de l'année dernière. Je l'ai cherché dans le rapport, je ne l'ai pas trouvé. Peut-être que Madame Francisot peut nous le donner. En tout cas, c'était déjà à la baisse l'année dernière, et il me semble que le théâtre a déjà réduit ses frais de fonctionnement de façon assez drastique et que finalement la seule marge de manœuvre qui est laissée au théâtre, c'est sur l'artistique qu'il va s'agir de faire. Il va s'agir donc d'avoir des programmations qui seront moins coûteuses, mais qui devraient être aussi rassembleuses puisqu'il n'est pas question de fragiliser les recettes de la billetterie.

Pour les subventions aux associations, on a reçu le document que l'on avait demandé lors du précédent Conseil. Vous dites qu'elles sont au même niveau, or elles seront légèrement en baisse du fait de ce qui s'est passé en décembre 2022.

Concernant les recettes de fonctionnement et l'atténuation des charges, vous nous en avez parlé, c'est du fait des remboursements concernant les accidents du travail, donc cela c'est relativement aléatoire.

Les impôts et taxes et la hausse importante des valeurs locatives, ce n'est pas de votre ressort, c'est du ressort de l'État. Mais quand même 7,1 % qui viendront s'ajouter aux 3,5 % ou 3,4 % de l'année dernière, cela risque quand même d'impacter finalement les propriétaires et les propriétaires occupants de leur habitation. La baisse de construction sur la ville et donc la baisse de création de logements engendre finalement déjà une rareté des biens, participe à cette hausse, et si l'on ajoute l'inflation, l'investissement pour les futurs propriétaires habitants va être assez compliqué.

Le fonds de solidarité sur les communes d'Île-de-France reste stable, voire en baisse du fait de l'inflation.

Concernant la dotation de fonctionnement, le manque de dynamisme de la population va faire stagner cette recette. Et une ville qui, comme nous, est en lisière pour être éligible à la DSU, doit quand même s'interroger sur la mixité sociale dans les constructions. Si l'on perd cette mixité, on pourrait avoir la perte de cette dotation.

Concernant l'évolution des ressources humaines, on en a beaucoup parlé sur le pourcentage important, 24 % à peu près, des postes non pourvus et qui sont prévus au budget. On a vu que les leviers qui avaient été indiqués pour le ROB 2022 n'avaient peut-être pas donné toute l'efficacité qu'on aurait pu en attendre, mais on a entendu les difficultés qu'il y a à recruter. J'en ai à peu près fini sur cela.

En revanche, dans les postes qui sont non pourvus, il y a quand même des postes importants, notamment 84 postes sur 214 en filière administrative, c'est quand même 39 % des postes à pourvoir. Il manque des agents en filière technique. Sur 3 postes de médecins, il y en a un de pourvu. Les postes en catégorie A pour la police municipale, il n'y en a pas. Donc on peut lister un petit peu l'ensemble des postes qui vous paraissent indispensables.

Alors j'avais une petite chose à dire pour la formation. On peut se féliciter que les frais pédagogiques pour les apprentis soient pris en charge maintenant par le Centre national de la formation. C'est très bien. Si l'on peut avoir quinze apprentis, vous nous disiez que c'est ce que nous autorisait la loi. Essayons d'en employer au maximum afin de trouver un vivier pour les recrutements futurs.

Donc pour toutes ces raisons, on a quelques inquiétudes et quelques questionnements que l'on vous soumet, des inquiétudes que, je pense, la population Choisyenne peut aussi partager et qui viennent s'ajouter aux inquiétudes sur l'emploi, aux inquiétudes de bon nombre de nos concitoyens sur l'avenir de leur fin de carrière et sur l'âge de leur départ à la retraite.

Voilà, je passe le relais à Monsieur Guillaud-Bataille qui va plus parler des hommes.

M. le Maire : Si quelqu'un veut prendre la parole, il lève la main. Je donne la parole et on terminera. Comme cela, on va tout noter. Allez-y, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Merci Monsieur le Maire. Quelques mots d'abord sur la conjoncture et sur l'analyse qui en est faite dans votre ROB. On reste dans les pas de ce qui se dit et ce qui se prévoit et quelque part, c'est ne pas voir à quel point l'épidémie, la guerre, l'inflation, la hausse des taux d'emprunt sont des symptômes. Au contraire, comme on l'entend à longueur d'ondes et ici aussi, on veut transformer en causes ces symptômes, en causes conjoncturelles, et il s'agirait de faire le dos rond, comme le disait ma collègue, Madame Martine Fourniaud, en attendant que cela passe. Nous pensons pour notre part qu'ils sont des symptômes. Madame Fourniaud rappelait la phrase de Monsieur Macron qui s'étonnait de la crise climatique. Quand on en est à la COP 27 au niveau mondial, s'étonner de la crise climatique, c'est quand même quelque chose d'assez surréaliste. Mais je dirais qu'on pourrait de la même manière ne pas s'étonner outre mesure de la hausse des prix de l'énergie rien que sur l'année 2021. Rien que sur l'année 2021, l'électricité a pris 10 % en juillet, 5 % en août et 8,7% en septembre, 12,6% en octobre. Nous n'étions pas alors dans le contexte de la crise générée par la guerre monstrueuse qui a lieu en Ukraine. Ainsi donc, cette question de la crise énergétique était en fait sous-jacente depuis un moment. La guerre la rend exponentielle, nous met dans une situation terrible, mais en réalité, elle était déjà là. Je veux d'ailleurs souligner que des sénateurs, qui sont souvent les élus les plus proches des collectivités, avaient demandé par amendement à ce que les communes puissent retourner aux tarifs réglementés du gaz et de l'électricité, ce qui a été refusé par 231 sénateurs, principalement des sénateurs Les Républicains, La République en marche et centristes. La guerre d'ailleurs, en plus des raisons insensées de Monsieur Poutine, de guerres de territoires...

M. le Maire : Mais attendez, Monsieur Guillaud-Bataille, permettez-moi une chose. Si vous pouviez nous parler du ROB et pas de Monsieur Poutine, il y a peut-être des choses que l'on pourra partager en dehors de la discussion sur l'Europe. Non, mais je vous dis cela parce qu'on a de nombreux points. On pourra avoir des discussions. Si vous pouvez revenir au ROB...

M. Guillaud-Bataille : C'est parce que je suis en train de vous parler du contexte économique global, et je suis en train de dire qu'il y a, de mon point de vue, des erreurs d'analyse qui peuvent être préjudiciables à l'arrivée à vos projections.

M. le Maire : Bon, écoutez...

M. Guillaud-Bataille : Sauf si vous décidez que...

M. le Maire : Pas du tout, mais c'est factuel, ce sont des augmentations. Sauf si vous voulez remettre en cause les augmentations qui parviennent aux ménages français, aux collectivités et à tous ceux qui sont dans ce pays, c'est votre problème. Mais bon, on ne peut pas discuter pendant 20 ou 30 minutes de causes que vous dites factuelles, si vous voulez et je respecte votre avis, mais venez-en au ROB parce que sinon... Il y a peut-être d'autres interventions. Voilà, vos collègues sont venus quand même assez rapidement sur le ROB.

M. Guillaud-Bataille : Je vous remercie, Monsieur le Maire, encore une fois de ne pas vouloir que nous discussions ici d'éléments qui sont pourtant éclairants aussi pour la population. Cela n'est pas grave, nous allons y venir. Vous vous basez sur des prévisions de croissance, vous vous basez sur des prévisions, sur des chiffres, etc., et je dis, et c'est pour cela que j'essayais de l'expliquer, ces prévisions peuvent être très rapidement remises en cause.

Et donc puisque vous voulez que j'en vienne au ROB, je vous fais une alerte immédiate, Monsieur le Maire et chers collègues. Dans le budget du CCAS, qui progresse finalement, cela nous a été expliqué par Madame Francisot, dû à son fonctionnement, c'est-à-dire une hausse de personnel et des charges, or les indicateurs que nous possédons aujourd'hui nous disent que l'inflation en 2023 sera plus impactée par la hausse de l'alimentation et des services que par la hausse de l'énergie. Cela ne veut pas dire que la hausse de l'énergie n'est pas là. Cela veut dire qu'il y a deux autres éléments qui vont venir se grever, s'additionner pour les ménages, pour les habitants là-dessus. D'ores et déjà, nos concitoyennes et nos concitoyens commencent à recevoir les régularisations de charges. Pour leurs logements, notamment dans les logements collectifs, notamment dans le logement social. Et bien souvent, les montants qui leur sont demandés de régularisation de charges sont délirants, exponentiels et ils sont, pour beaucoup de ménages, dans l'incapacité de faire face à cette demande de régularisation de charges. Ils sont en fait mis dans une situation : "Je paye la régularisation de charge, je paye mon loyer ou je remplis mon frigo." C'est une réalité que vivent aujourd'hui les Choisyennes et les Choisyens. Dans ce contexte, nous appelons donc peut-être, puisqu'il y a encore un peu de temps avant la présentation du budget, à envisager, que le CCAS, les services sociaux de la ville prévoient un matelas, prévoient une augmentation de leurs ressources pour pouvoir palier cette mise en grande difficulté d'une part conséquente de la population. Je crois par exemple que c'est quelque chose de très important.

Enfin, Monsieur le Maire, et j'en viens au ROB, je reste sur le ROB puisque vous y tenez. Je veux dire deux choses : la BCE a augmenté, et cela a été dit, son taux directeur de 50 points en juin 2022. Elle annonce qu'elle va ré-augmenter de 50 points son taux directeur en mars 2023. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire, vous l'avez dit, un enchérissement du taux d'emprunt. C'est vrai pour les ménages et cela les met en difficulté au quotidien, mais c'est vrai aussi pour la ville et pour les collectivités en général. Donc, finalement, le choix que vous avez fait pendant deux ans de ne pas recourir du tout à l'emprunt, alors que celui-ci était peu cher, fait que vous allez faire un appel à l'emprunt de 8 millions d'euros, puisque vous nous dites que les 12,6 millions d'euros seront dégrevés des résultats, qui va coûter beaucoup plus cher aux Choisyennes et aux Choisyens et au budget de la ville. Parce que le taux de la dette, les taux d'assurance vont augmenter, ils ont déjà augmenté. Là encore, je crois qu'il y a des éléments de gestion qui sont en tout cas à remettre en cause et qui sont inquiétants.

Je finis sur un point, puisque vous nous avez donné un PPI assez difficile à lire, pour noter devant les Choisyennes et les Choisyens que 29,3 % des dépenses de votre PPI sont prévues pour les années 2026 et suivantes, c'est-à-dire après les prochaines municipales. Je trouve cela toujours étonnant. C'est normal qu'il y ait des opérations qui durent après, mais dans une proportion de près de 30 %. Je trouve cela quand même assez excessif et c'est le signe, fondamentalement, je crois que j'ai déjà eu l'occasion de souligner lors de la modification budgétaire de décembre, d'une difficulté réelle à mettre en œuvre votre programme, vos annonces, vos promesses qui ne tenaient pas compte d'une réalité budgétaire lourde.

Enfin peut-être un point sur lequel nous serons d'accord, nous notons ensemble la chute de l'épargne générale brute et nette, et cela, c'est le résultat d'un choix du gouvernement qui est de faire peser sur les communes un certain nombre de choses et qui nous met dans une

difficulté. Cette chute du taux d'épargne, évidemment, est aussi, voyez, je vous fais même crédit de cela, une des raisons de ces difficultés d'investissement que nous avons devant nous.

M. le Maire : Oui, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Juste rapidement, quelques mots. Je ne vais pas vous redire certaines choses du contexte qui a été posé. Quelques mots rapidement, parce que pour tout vous dire, je suis un peu décalé par rapport à ce qui a été dit. Je pensais qu'on était sur un débat qui concerne les orientations budgétaires, c'est-à-dire tout simplement un débat sur le sens politique de ce qu'on aimerait voir dans un budget dans les grandes masses, dans sa grande trajectoire, si je peux dire. Et il se trouve qu'on est ici sur un débat qui porte plutôt sur le budget qu'autre chose. Or, le budget, je le rappelle, fera l'objet du prochain ordre du jour, du mois de mars.

Donc, pour revenir à nos orientations budgétaires, très simplement, pour notre groupe, on aimerait que la trajectoire, et je me réjouis puisqu'on a travaillé dessus, du prochain budget du prochain exercice puisse répondre aux orientations suivantes, de conforter, d'amplifier le budget consacré à la transition écologique qui est désormais une transition aussi sociale en faveur notamment des populations de notre ville. La transition écologique dans ses différentes bifurcations -l'agriculture urbaine, la nature en ville, ma collègue a parlé des budgets consacrés à la plantation des arbres- disons tout ce qui va préparer notre ville à s'adapter aux défis climatiques. Mon collègue vient de parler de quelques symptômes de ce défi-là. Il est vrai que c'est un enjeu aussi auquel il faudrait qu'on se prépare. Conforter, et c'est le cas déjà, les budgets qui sont consacrés au cadre de vie, à la tranquillité publique, à l'apaisement de l'espace public, grande attente de la population. Conforter également les efforts et les amplifier pour faire en sorte que la ville de Choisy-le-Roi, ville qui place le numérique au service de l'innovation sociale. On parle beaucoup des défis climatiques, du défi social, on oublie que notre ville doit également apporter des réponses dans ses choix budgétaires aux défis technologiques : la numérisation galopante, la digitalisation des services, la dématérialisation. Toutes ces attentes, ce ne sont même plus des attentes, mais des pratiques sociales, auxquelles les Choisyens s'adonnent aujourd'hui et je pense que les orientations budgétaires doivent les prendre en compte pour tout simplement faciliter les démarches, faciliter la vie aux Choisyens. La question d'éducation, je pense que là encore, le secteur éducatif est important, aussi bien pour l'émancipation individuelle que la construction de la citoyenneté. Nous autres écologistes, on parle désormais de l'écocitoyenneté. Donc forcément, on aimerait que les crédits soient confortés ou sinon amplifiés pour sensibiliser davantage les jeunes esprits, pour devenir tout simplement des écocitoyens de demain. L'urgence climatique exige de nous d'offrir aux Choisyens une alternative à la voiture. C'est pourquoi nous devons avancer sur le schéma cyclable de la ville avec de nouveaux tracés. Les entrants dans la ville, je sais qu'on y travaille, mais il est temps justement que tout cela accélère, sans vouloir faire de jeux de mots. Et explorer également de nouvelles possibilités pour le transport fluvial autre que passeur de rive, bien sûr, avec tout le succès qu'il connaît. Le contexte de la guerre russe en Ukraine, on l'a assez... Je parle du ROB. Madame Yamina Lajili, quand vous aurez votre micro ou alors demander la parole et l'on sera attentif à ce que vous allez dire.

M. le Maire : Alors, s'il vous plaît ? Non, non, s'il vous plaît ! On écoute chacun. Si quelqu'un veut la parole... On demande la parole si on la veut et je la donne et l'on s'écoute.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire, de rappeler les règles d'un conseil municipal.

Propos hors micro tenus par Mme Lajili.

M. le Maire : Bon, si on peut, on demande la parole après. Mais on peut prendre la parole. Voilà, s'il vous plaît.

M. Id Elouali : Alors je reprends donc. Le contexte de guerre en Ukraine est un triste prélude qui nous exhorte à devoir maîtriser l'énergie. C'est pourquoi il me semble important de dédier des investissements supplémentaires à l'isolation thermique de nos équipements. Voilà en quoi la géopolitique impacte le local. Et voilà pourquoi j'amène la question de la guerre et le coût de l'énergie à l'isolation thermique de nos équipements.

Donc autre chose, je crois que Madame Fourniaud a parlé de la cuisine centrale, je partage le souhait d'en parler. Mais notons tout simplement dans la trajectoire budgétaire qui est la nôtre, la volonté de sortir du SIRESCO qui est une promesse de campagne qu'on honore, Monsieur le Maire, qu'on est en train d'honorer, parce que c'est une façon tout simplement pour présenter une alternative sanitaire qui respecte également les exigences environnementales en faveur d'une bonne alimentation, en direction des enfants et bien sûr de nos seniors.

Bon, je termine tout simplement pour dire que la question de l'égalité femmes-hommes, ma collègue en a parlé et en a peut-être dit un peu plus sur le fait que c'est une orientation politique forte de notre mandat et qui mérite également des équipements, des outils pour lesquels il y aura des crédits pour tout simplement lutter contre les violences faites aux femmes. Voici en quelques mots.

Je termine tout simplement, Monsieur le Maire, chers collègues, pour un mot en direction des agents. Je me réjouis également que dans les premières intuitions, les premières orientations budgétaires qu'on est en train de construire, on leur ait réservé, je dirais, une requalification d'un outil de travail très important, d'un lieu de vie très important et j'aimerais que les agents puissent aussi bénéficier d'une attention de notre part pour faire en sorte que travailler à Choisy-le-Roi ne soit pas forcément synonyme de pénibilité. Voilà ce qu'il en est.

Pour ma part, j'ai envie de dire qu'un engagement est un engagement. Je sais qu'on est souvent pris dans des injonctions difficiles, contradictoires, des contextes à la fois nationaux et internationaux et locaux très difficiles. Mais un engagement est un engagement, une parole est une parole. C'est ce qu'on a donné à nos habitants. Il nous revient de les honorer. Et encore une fois, les orientations, la trajectoire que prend le budget qui nous a été présenté vont dans ce sens.

Merci pour votre attention.

M. le Maire : Merci Monsieur Id Elouali. Bon, on s'écoute. Voilà, quelqu'un veut prendre la parole. J'ai vu une main se lever. Et on dit ce qu'on a à dire. Monsieur Hacène Habi souhaite prendre la parole.

M. Habi : Merci. J'ai plusieurs sujets, évidemment, puisque le PPI traite plusieurs sujets. Je vais commencer par ce que vous appelez la maison Rouget de Lisle, un sujet qui revient dans certains échanges. Certains ont même lancé une pétition. Déjà une précision, on parle de la maison Rouget de Lisle, mais cela n'a jamais été sa maison, il n'était que locataire. Il est mort dans une chambre de bonne. Néanmoins, parce qu'il faut aussi être respectueux de la volonté des Choisyens, j'ai en tête ce qui s'est passé sur la Calypso, beaucoup de gens étaient contre la destruction de la Calypso. Moi-même, j'étais contre sa destruction et il me semble important de donner la parole aux Choisyens sur cette maison Rouget de Lisle. À titre personnel, je pense que ce n'est pas un bien qui apporte une plus-value patrimoniale à la commune. Maintenant, je ne suis pas contre le fait que certains aient d'autres idées et à ce titre-là, je pense qu'ils ont le droit d'être écoutés, en tout cas de pouvoir s'exprimer. Sur ce type de projet, ce qui serait souhaitable, je demande cela à la majorité, ce serait d'organiser évidemment une réunion publique. Qu'est-ce qui empêche de réunir les Choisyens sur le sujet de cette maison Rouget de Lisle ? Si certains veulent la sauvegarder, pour un musée ou autre, moi je suis prêt à écouter. Maintenant, à titre personnel, je pense que ce bien n'apporte rien. La précédente majorité a vendu ce qui faisait la beauté de la maison, c'est-à-

dire le jardin. Donc aujourd'hui, il ne reste plus qu'une bâtisse qui est en très mauvais état. L'estimation de la rénovation était de 800 000 ou 900 000 euros. Je n'ai plus le chiffre exact en tête. Donc c'est peut-être intéressant, mais la commune n'a pas les moyens d'aller au bout d'un projet comme celui-là.

Alors le PPI, le plan pluriannuel d'investissement, ne fait rien apparaître sur tout le volet développement économique ou les commerces. Il n'y a aucun budget de prévu pour préempter des commerces ou autres, alors que le cabinet qui a été mandaté pour nous accompagner sur ce sujet avait bien évidemment mis ce point en exergue. Il n'y a rien non plus sur la résiliation du marché qui est passé avec la société des frères Géraud. C'est pourtant ce qu'a lancé Monsieur le Maire avec une résiliation à 2026 ou 2025. Cette résiliation a un coût et donc il faut le budgéter. On parle de plusieurs centaines de milliers d'euros. Je constate également qu'il est prévu une rénovation du CTM, je découvre le projet, entre autres, pour rassembler les différents services techniques et notamment par la création de bureaux. C'est ce qui ressort de ce que j'ai pu lire. Là-dessus, au vu du coût, on est à 2,7 millions d'euros, je vous encourage à changer de logiciel. Je m'explique. Les municipalités ont une tendance qui est d'acquérir systématiquement le foncier et donc on se retrouve avec des investissements qui sont beaucoup plus lourds. Or la location, notamment pour des bureaux, est une option tout à fait envisageable et beaucoup moins coûteuse. Je rappelle qu'il reste beaucoup de locaux vacants, notamment à la tour Orix. Les anciens locaux qui étaient occupés par le service des impôts également. Plusieurs centaines de mètres carrés pourraient tout à fait être loués et ne nécessiteraient pas autant d'investissements pour un aménagement, alors que le coût du loyer n'est pas du tout comparable. Je rappelle également, ce qui est vraiment une évidence, que tout investissement pour créer de nouveaux équipements augmente de facto les dépenses de fonctionnement. Donc quand on crée une école, on augmente les dépenses de fonctionnement. Le budget tel qu'il est là est exsangue. Il n'est pas possible évidemment d'augmenter nos dépenses de fonctionnement. Nous avons une liste d'investissements assez conséquente. Cette liste d'investissements est impossible à réaliser dans le délai imparti et avec les budgets dont la commune dispose. C'est le moment de faire des choix. On ne pourra pas tout faire. On ne peut pas sortir la piscine, rénover la cathédrale, créer une école, sortir l'équipement socioculturel des navigateurs, etc. Ce n'est pas possible.

Si l'on regarde la courbe de l'endettement, aujourd'hui l'endettement s'est réduit. Donc on peut quand même s'en réjouir. La municipalité n'est pas si endettée que ça. En tout cas, au regard des communes de même strate, on s'en sort plutôt bien. C'est une situation qu'on hérite de la municipalité précédente. C'est beaucoup de budget d'investissement qui n'était pas utilisé et donc qui, de fait, a été renouvelé et réparti sur les années suivantes. Si on suit maintenant la nouvelle tendance qui nous est présentée là, l'augmentation de l'endettement est de l'ordre d'à peu près 12 millions d'euros sur le prochain exercice 2023. Pour pouvoir compléter l'investissement nécessaire, on passerait à 14 millions d'euros d'emprunt en 2024, de 20 millions d'euros en 2025 et 14 millions d'euros en 2026. Nous ne pouvons pas tenir cette courbe. On peut emprunter 12 millions d'euros en 2023. La commune est en capacité de procéder à ces remboursements, mais elle ne sera pas en capacité de tenir dans la durée jusqu'en 2026.

De manière plus anecdotique, j'ai noté également, je remarque que personne n'en a parlé, une évolution des amendes. On nous propose un chiffre de 730 000 euros, soit cinq fois ce qui a été réalisé en 2020. Donc certes, il n'y a pas d'augmentation d'impôts, mais les Choisyens vont quand même y mettre au pot.

Enfin, comme l'a rappelé Madame Amandine Francisot, certains projets ne sont pas budgétés dans le PPI. Ces opérations sont donc de nature à grever d'autant plus le budget d'investissement.

Enfin, je terminerai par ce point-là, il n'est pas tenu compte de l'incapacité technique des agents à suivre autant de projets. Madame Fourniaud l'a rappelé dans le ROB, sur les 214 postes de la filière administrative, il y en a que 130 qui sont pourvus, et sur les 454 de la filière technique, seuls 369 sont pourvus. Jusqu'à présent, il y a des projets que nous n'avons pas pu mener parce qu'il n'y avait pas assez d'agents. On a moins d'agents. Dans ces conditions, il ne sera pas possible de tenir ces projets. Moi, je vous invite à retravailler ce PPI, à faire des choix. C'est aussi pour cela qu'on est élu. On est élu pour faire des choix, on ne peut pas tout faire. Et c'est cela le vrai courage politique, c'est de faire des choix et de les assumer, de pouvoir les expliquer, de les présenter à la population, de pouvoir entendre quand on a des personnes qui sont en désaccord sur certains choix et c'est comme cela que vit la démocratie.

Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Cela a été un florilège de conseils ce soir. Extraordinaire. On va m'expliquer ce qu'est le courage politique. On va m'expliquer ce qu'est un choix. On va m'expliquer ce qu'est un PPI. On va m'expliquer ce qu'est un taux d'intérêt. Je crois un peu savoir de quoi il s'agit. À vous entendre, on ne fait rien, on n'emprunte pas, on ne construit pas, on ne remplace pas la piscine, on ne remplace pas le gymnase, on arrête la végétalisation des cours d'école, on ne plante plus d'arbres. Immobilisme.

Le courage, c'est de faire et sans que cela coûte aux Choisyennes et aux Choisyens, comme nous l'avons démontré depuis maintenant bientôt trois ans. Et nous avons fait beaucoup dans un contexte difficile, avec des taux élevés, avec nous tous qui sommes dans un premier mandat, avec toutes les difficultés que cela engendre, parce que personne dans cette majorité n'a la prétention de tout savoir. Nous découvrons beaucoup de choses, mais nous découvrons surtout l'héritage qu'on nous laisse.

Lorsque j'entends me dire qu'il aurait fallu emprunter pendant les deux années où l'emprunt était plus bas, j'invite la personne qui dit cela à se renseigner, et je l'ai déjà dit ici, car cela fait deux ou trois fois qu'on me dit cela, comment fonctionne une collectivité. On n'emprunte pas pour de la trésorerie. On emprunte pour des projets. Et lorsqu'on arrive dans une ville et qu'on a à peine trois ans de mandat, on ne peut pas avoir de projet tout fait. Donc nous étions dans l'incapacité d'emprunter parce qu'un projet, cela se construit et je l'ai déjà dit, lorsqu'on part de sa feuille et sa réalisation, il se passe entre cinq et huit ans. Et avant de pouvoir solliciter une banque, il se passe au moins de deux à quatre ans. Et l'héritage, c'est quoi ? Une piscine qui coule, donc on ne la remplace pas. Donc d'ici deux ans ou trois ans, on dira aux petits Choisyens qu'on va arrêter les cours de natation parce qu'on va fermer la piscine. Le gymnase Léo Lagrange, auquel je suis très attaché, d'ici trois ou quatre ans, on le ferme. Le pont Rondu, c'est une catastrophe, on le ferme. La passerelle Picasso qui devait être refaite depuis dix ans, il aurait fallu ne pas la refaire. Les rues, 40 % des rues de notre ville ont des trous, on ne les refait pas.

Mais il y a des villes qui ont fait ce choix de l'immobilisme total. Ou augmenter massivement les impôts. Nous, on n'a choisi ni l'un ni l'autre. On n'augmente pas les impôts, la part communale. Et l'on ne sera pas dans l'immobilisme parce qu'on l'a promis aux habitants. Et nous ferons ce qui est écrit dans notre programme. Et nous sommes en avance sur notre programme. Je suis fier de mon équipe et je suis fier de ma direction. Je suis fier des agents de cette ville. Parce que c'est dans un climat, comme vous tous vous l'avez dit, extrêmement difficile.

Toutes les communes de France ne savent pas comment s'en sortir, avec des maires qui se mettent en grève. Ce n'est pas le cas à Choisy-le-Roi. Et l'on ne se cache pas derrière son petit doigt pour dire que c'est la faute d'untel ou d'untel. Nous affrontons la situation. Cela, c'est du courage politique et nous faisons notre programme comme nous l'avons promis.

C'est du courage politique. Et quand il faut dire non, nous savons être courageux quand il faut dire non. Nous savons aussi dire non. Mais la situation de cette ville avec près de 30 ans d'investissements en retard, on ne peut pas se permettre de ne rien faire.

Lorsqu'on me dit qu'il est inscrit 12 millions d'euros, ce n'est pas assez. Je vous le dis tout de suite, c'est deux ou trois fois plus d'emprunts qu'il faudra. Et c'est cette vitesse qu'il faudra atteindre si l'on veut transformer notre ville. C'est absolument nécessaire. Je pourrais relever les petites choses que chacun dit en confondant, je suis désolé de vous le dire, rapport d'orientations budgétaires et analyse d'un budget. Le budget, vous aurez tout lieu de scruter les lignes, de parler de la Maison Rouget de Lisle, de ceci ou de cela, il n'y a aucun problème. C'est un rapport d'orientations budgétaires. Ambitieux.

Si on relève entre le COS et le CNAS par exemple, c'est un marqueur important de notre politique. C'est parce que, malgré la situation difficile que nous avons, nous maintenons des services sociaux à travers le CCAS et des aides à nos agents particulièrement élevés. Le COS et le CNAS se complètent. C'est pour cela que nous avons maintenu les deux. Et l'enveloppe est la même qu'avant. Elle n'a pas baissé, elle a même légèrement augmenté. De plus, des personnes farouchement opposées au CNAS que nous avons associé à cette gestion se rendent compte et sont maintenant ravies d'y participer. Vous pouvez les interroger là-dessus.

Alors, vos préoccupations, vos inquiétudes, je les partage à 100 %. Nous sommes très inquiets pour 2024, qui sera une année encore plus difficile que 2023. Mais les indices que citait Monsieur Guillaud-Bataille, on peut en discuter, mais nous sommes très prudents. Que la situation des ménages français se dégrade, nous le savons bien. Pourquoi pensez-vous, alors que j'ai eu des pressions de certains pour le faire, que nous n'avons pas augmenté le taux communal de la taxe foncière ? Parce que je suis conscient de cela. Autour de nous, la plupart des communes l'ont augmenté. De gauche ou de droite. Et je ne blâme pas les maires. Il n'y a plus de recettes. Comment faire ? On se bat. Les services à la population, c'est le minimum du minimum d'augmentation que nous pouvions faire. Bien en dessous de tout ce qu'ont augmenté autour de nous, les autres maires. Il y a des tarifs de cantine qui se sont envolés de 7 à 8 %. Nous en sommes très loin.

L'affaire du SIRESCO, on veut nous faire payer près de 900 000 euros pour sortir. Nous sortirons et nous ne payerons pas les 900 000 euros. Mais nous aurons, sauf si l'on nous y condamne, à payer de toute façon. Parce que lorsqu'on quitte un syndicat, il y a toujours une somme à payer.

Nous sommes confiants malgré tout dans l'avenir, parce que sinon, autant arrêter tout de suite et tous les points de détail (maison Rouget de Lisle et autres, etc.) comme l'a dit Monsieur Hacène Habi, ce n'était pas la maison de Rouget de Lisle, mais combien de fois il faudra l'expliquer, cette maison est inscrite et protégée par la ville, elle ne sera jamais détruite. C'est une mauvaise polémique qui a été lancée. Il y a près de 900 000 euros de travaux à faire. Que voulez-vous préserver dans cette maison ? Les planches qui ont servi à faire des chambres d'appoint pour le marchand de sommeil qui s'en était emparé ? Je l'ai visitée. Que tous ceux qui souhaitent visiter l'intérieur de cette maison nous le disent, nous allons les accompagner, vous allez voir à quoi cela ressemble. Combien d'immeubles il y a dans Paris ou dans d'autres villes où des personnes aussi célèbres et fameuses que Rouget de Lisle ont habité, qui sont pourtant habitées à Paris par des Parisiens ? Il y a une plaque qui rend hommage ici à vécu untel ou untel ou untel et c'est ce que nous allons faire avec la maison de Rouget de Lisle. Ou alors dites-moi où je trouve les finances pour faire quoi que ce soit de cette maison. Vous oubliez une chose aussi, c'est que nous sommes aussi propriétaires de ce qu'on appelait le pavillon du Roi qui est derrière l'église. Et là aussi, cela fait plus de dix ans que l'ancienne municipalité l'avait acheté, qu'en a-t-elle fait ? Là aussi, il y a 900 000 euros à peu près de dépenses à faire. Je ne blâme pas, il y avait des raisons.

Je me rends bien compte des difficultés auxquelles s'est heurtée l'ancienne majorité, qui a dû faire ce qu'elle a pu faire. Il y a une solidarité entre maires, mais quand même, je retiens le bon état des écoles, pas toutes, il y a aussi du travail à faire là. Bon, mais quand même, avoir négligé à ce point les routes, les passerelles, les ponts, la passerelle des navigateurs qui s'écroule. Où allons-nous prendre l'argent ? Il va bien falloir se résoudre à emprunter sans que cela ne pèse sur les ménages Choisyens. Et c'est possible. Nous l'avons démontré depuis trois ans. Nous démontrerons encore dans les trois ans qui viennent parce que nous allons trouver des recettes. Alors, lors de la présentation du budget, vous pourrez discuter ligne par ligne sur ce qui va, sur ce qui ne va pas.

En ce qui concerne le PPI, il est tout à fait normal, c'est un PPI, plan prévisionnel d'investissement, il peut aller jusqu'à quinze ans. C'est une bonne gestion. Toutes les villes font cela. Il ne va pas s'arrêter à 2023, 2024 ou même la fin du mandat. Ou ce n'est plus un PPI. Dans le PPI, il y a effectivement ce que nous pourrions faire et il y a ce que nous ne pourrions pas faire, mais qu'à terme il faudra faire. Mais aujourd'hui, la piscine est une priorité. Le gymnase aussi. Le centre culturel aux Navigateurs, il va bien falloir le faire, en restant dans les clous de ce qui avait été prévu, c'est-à-dire 12 millions d'euros. C'est une obligation qui est imposée par la NPNRU. C'est un programme que nous avons pris en route, il faudra bien le respecter aussi. Je comprends vos inquiétudes puisque je les partage.

Tous les maires de France le partagent, nous sommes tous inquiets. Mais heureusement, quand je me lève le matin et que mes adjoints se lèvent le matin, ce qui prime, c'est le travail. Chercher des recettes. Nous cherchons des recettes. Nous espérons certaines recettes qui vont arriver. Ce qui a été fait jusqu'à maintenant, ce n'est quand même pas rien. Nous avons posé des panneaux photovoltaïques sur des structures de la ville. Nous avons végétalisé deux écoles. Nous avons créé une police municipale que la France entière nous envie. Moi, je n'ai pas demandé toute cette publicité à Choisy-le-Roi. Oui, nous avons des demandes de partout qui veulent prendre exemple sur comment nous avons fait. C'est quand même une fierté pour notre ville. Le ministère de l'Intérieur est venu ici faire une mini assise sur la sécurité avec d'anciens préfets, des maires, qui a pris pour exemple notre fonctionnement, notre organisation. C'est quand même une fierté pour notre ville. Cela veut dire qu'on fait quand même des choses bien. Notre système de vidéoprotection qui est en train de s'étaler partout sur la ville, avec 116 caméras, le poste que nous avons créé, tout cela en moins de trois ans, là où des villes n'ont pas encore embauché trois agents ou n'ont même pas posé cinq caméras. Alors bien sûr, vous étiez contre, dans l'opposition. Vous étiez contre, on le sait, mais c'était une demande forte de la population et nous l'avons réalisée. Là, nous avons dans le mois près de 400 arbres qui vont être plantés. Il y a la rue Villeneuve-Saint-Georges qui va être plantée en arbres. Nous avons préempté un terrain à peine arrivé. On ne savait même pas ce qu'il y avait dans les tiroirs. 15 euros. Je ne sais pas. On arrive, un terrain avenue Villeneuve-Saint-Georges ou alors on nous alerte. Monsieur Id Elouali d'ailleurs m'avait alerté qu'une entreprise allait acheter ces terrains et mettre des entrepôts frigorifiques dessus. Je n'ai pas honte de le dire, je n'avais pas l'expérience de la préemption. Je me suis dit : "Ce n'est pas possible, mais on ne va pas laisser mettre des entrepôts frigorifiques avenue du Villeneuve-Saint-Georges, sur la RD 38, avec le combat qu'on mène depuis 30 ans pour éviter les camions." Donc tout de suite, j'ai dit : "Il faut préempter." À l'époque, le DGS, c'était Madame Leclerc qui m'a dit : "Mais comment préempter ? On n'a pas de projet, ce n'est pas possible, on ne peut pas." L'ancien responsable à l'urbanisme : "On ne peut pas." Tout le monde m'a dit qu'on ne pouvait pas. Mais moi j'ai dit : "Je vais le faire". On a préempté, tout le monde me disait de ne pas le faire, que ce ne serait pas possible. Et on a gagné. Le terrain aujourd'hui appartient à la ville. 1 200 000 euros. C'était le prix à payer pour ne pas avoir des dizaines de camions qui défilent avenue d'Alfortville.

Et vous croyez que je n'avais pas en tête les difficultés qui arrivaient, qui s'amoncelaient comme vous l'avez dit, Monsieur Bataille ? Bien sûr, cela ne date pas que de la guerre

d'Ukraine. Déjà avant, c'était prévisible, mais maintenant elles se développent, cela devient de plus en plus difficile. Mais c'est le genre d'action où il faut faire preuve de courage politique dans l'intérêt de ses habitants. Je ne vais pas dire : "Quel que soit le prix à payer", comme l'a dit notre président. Mais quelques fois oui, cela s'impose, il faut agir. Et après, on a compté nos sous. On n'en a pas tellement. Maintenant, c'est près de 80 Choisyens qui vont bénéficier de jardins familiaux. Cela fait aussi un bon bol d'oxygène pour notre ville. Voilà le genre de choses qu'on n'hésite pas à faire. Et c'était indispensable. Et bien sûr, dans chaque décision que l'on prend, c'est risqué.

La pauvreté. Qu'est-ce qui fait là aussi qu'on a préempté l'hôtel à Choisy-le-Roi ? C'est pour pouvoir aussi exclure un marchand de sommeil qui voulait exploiter la misère des gens pour louer des chambres à 1 500 euros par mois. Nous ne l'avons pas cet argent pour préempter. Mais j'ai dit il faut le préempter. Il ne faut pas laisser passer cela. Donc on l'a préempté et il va falloir faire des travaux. Nous les ferons parce que c'est pour des gens qui sont à la rue. Et en guise de cela, on récolte un procès. Le marchand de sommeil qui voulait l'acquérir nous fait un procès qu'on perdra peut-être. Mais en attendant, il y aura aussi des recettes et des rentrées, je peux vous garantir que cela ne coûtera rien à la Ville. Mais si l'on devait perdre ce procès dans quatre ou cinq ans, nous aurions quand même logé assez de personnes pour pouvoir avoir amorti notre dépense. Et d'ici là, il y en aura peut-être d'autres, parce que c'est aussi un combat très important.

On peut partager des choses dans ce que vous avez dénoncé sur la situation que vivent nos concitoyens. Mais nous ne sommes pas Pôle emploi non plus. D'ailleurs l'emploi, bon, on n'était pas loin, il faut être honnête, sur leurs listes, il y a 4000 emplois non pourvus. C'est ma délégation au Département, on multiplie les présentations de métiers, on ne trouve personne pour remplir certains emplois. J'ai vu la RATP tout à l'heure, ils ont un plan extrêmement intéressant pour des jeunes et des moins jeunes où ils prendront des gens au RSA à qui ils proposent une formation de 20 heures par semaine, sans aucun diplôme, sans rien du tout, payé un an, renouvelable un an, avec à la sortie, un emploi stable et une promesse de carrière. Bon, c'est quand même intéressant. Donc je le dis à mes adjoints à la formation, dites-le autour de vous, faites-moi connaître des jeunes qui seraient intéressés puisque la directrice régionale m'a confié cela tout à l'heure, il y avait une réunion. Donc vraiment, on essaye de faire feu de tout bois.

Alors, préempter les commerces, c'est ce que nous faisons, c'est ce que nous avons fait, c'est ce qu'a fait la précédente mandature sur la galerie. Mais à terme, on ne peut pas. D'abord, il faut préempter les murs, parce que préempter des fonds qui ne trouvent pas preneur, cela va faire des charges insupportables pour la ville. Va falloir payer les taxes dessus et autres. C'est très risqué. Mais pour les commerces, il y a beaucoup d'actions qui sont en route, qui sont prêtes et qui sont prêtes et qui vont être faites. Déjà, il y a, avec l'aide du Département notamment, ceux qui sont sur les départementales, on s'est aperçu qu'il y a beaucoup d'extensions de bars, de restos, complètement illégales et qui réduisent les trottoirs comme peau de chagrin. Cela ne ressemble plus à rien. Ils vont devoir les démolir. Il va falloir qu'ils revoient leur vitrine, par exemple. Et cela va redonner un petit cachet supplémentaire qui va attirer d'autres commerces qui sont demandeurs. On est sollicité par des commerces pour venir mettre des marques qu'il y avait à Choisy-le-Roi. Mais ils veulent, et les Choisyens n'y sont pour rien, que le pouvoir d'achat de nos Choisyennes et de nos Choisyens augmente. Donc il faut bien attirer de nouveaux habitants avec un pouvoir d'achat un peu plus élevé que ce que nous avons actuellement. Et je ne jette pas du tout la pierre aux Choisyennes et aux Choisyens qui ont un pouvoir d'achat modeste. J'en ai fait partie pendant très longtemps et Choisy-le-Roi est une ville populaire et restera toujours une ville populaire où nous avons près de 20 nationalités qui se côtoient. Et comme je le dis à chaque mariage, nous sommes là pour vivre côte à côte et cela se passe assez bien, y compris avec les cultes. Avec mon adjoint Monsieur Vasco Coelho, nous avons de très bonnes relations et il faut que cela dure comme ça.

Développer notre ville économiquement, la rendre verdoyante, lutter contre ces passages de camions. Et la propreté quand même ! Qui ne voit pas les progrès ? Enfin quoi ? Ou alors tout le monde me ment dans cette ville quand je rencontre les Choisyennes et les Choisyens. Mais je me promène quand même dans la ville. Les efforts ont été faits pour la propreté : 500 000 euros de budget supplémentaire sur 2023. Nous allons créer une brigade verte, alors que c'est au Territoire, qui influe sur nos orientations budgétaires, de faire la guerre aux dépôts sauvages et de faire ce qu'il faut. Ils ne le font pas. Qu'est-ce qu'on fait ? On abandonne les Choisyennes et les Choisyens ? On laisse notre ville ? Donc nous créons une brigade verte en plus des 500 000 euros supplémentaires avec des gens qui pourront soit mettre des amendes, soit repérer les gens qui font ces dépôts sauvages et pour toujours améliorer plus la situation de notre ville.

Donc, nous sommes vraiment fermement décidés à continuer notre travail, à faire avancer notre programme. Nous sommes à l'écoute des Choisyennes et des Choisyens. Bien sûr que nous les écoutons. Les réunions de quartier ont un succès très important. Je vous invite à venir aux réunions de quartier et c'est très constructif. Nous les écoutons, nous faisons des choses qu'ils nous demandent et d'autres qu'on ne peut pas faire. Sur les rues, par exemple, à 30 kilomètres/heure, initiée par les réunions de quartier, nous écoutons, nous allons faire secteur par secteur, Choisy-Nord, Choisy-Sud. Nous allons mettre du budget là-dedans. Il va bien falloir le trouver pour qu'elles soient limitées à 30km/h, pour régler les problèmes de stationnement. Tout du moins jusqu'où on peut aller. Voilà, avec l'assentiment, il y avait une réunion il y a trois jours ici et c'était plein, des représentants des quartiers, cela s'est très bien passé, des échanges. Et à chaque fois, on modifiait notre plan parce qu'on écoute les Choisyennes et les Choisyens.

Mais donc, ce rapport d'orientations budgétaires, ce que l'on veut démontrer à travers lui, c'est que l'on n'a renoncé à rien. Alors, bien sûr, il va falloir s'endetter, mais ce sera supportable pour notre ville. Sinon, on ne fait rien. Et si l'on ne fait rien, je n'ai plus qu'à partir. À quoi sert un maire ? À quoi sert une équipe si l'on ne fait rien ? Que d'autres reviennent. Et en plus, soyez rassurés, d'ici trois ans, le verdict va tomber. Nous sommes là pour servir. Peut-être que c'est vous qui servirez les Choisyennes et les Choisyens prochainement. Je ne vais pas aller jusqu'à vous dire que je vous le souhaite. Nous préférons rester. Mais quelqu'un me parlait de démocratie, les Choisyennes et les Choisyens décideront. Je ne vous déclare pas candidat, je vous dis peut-être que certains d'entre vous... Je ne vise personne en particulier. Non, mais c'est la démocratie. Enfin, si vous m'annoncez qu'il n'y aura qu'une seule liste en 2026, la nôtre, moi je suis content, je prends. Je veux bien. Mais pour vous dire que la démocratie, oui, c'est important, nous la respectons. Il peut y avoir des prises de bec, mais nous la respectons. Enfin, je pense qu'on vous respecte. D'ailleurs, quand on peut aider, on peut aider. Vous pouvez venir nous voir. Vous nous avez dit que vous voulez participer à des AMO. En principe, la majorité fait un certain travail. Mais il y a des points où l'on peut effectivement échanger. Il n'y a pas de problème.

Alors oui, pour dire, parce que vous avez parlé de la sortie du SIRESCO, mais cela va être présenté en réunion publique. Tout va être dit en réunion publique. Oui. Tout va être dit en réunion publique. Je ne sais plus la date exacte, mais c'est au mois de mars... Non, le 15 février. Tout est dit en réunion publique le 15 février. Et on vous l'annoncera, c'est un contrat d'un an, donc tout le monde pourra analyser, voir ce qui s'y passe. On ne renoncera pas, on n'hésitera pas à les mettre dehors si cela ne va pas.

Bon, je pense que les groupes se sont exprimés. Il nous reste à prendre acte que ce rapport d'orientation a bien été présenté. Et bien sûr, il y aura tout loisir, lors de la présentation du budget, d'analyser plus en détail, plus au fond, ligne par ligne, les dépenses. Ce sera une autre étape. Donc on prend acte que cela a été présenté. On va dire qu'il faut voter quand même.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : C'est voté, on a pris acte qu'il a été présenté. Donc je vous donne rendez-vous à la présentation du budget.

URBANISME

→ 7. Débat sur l'avant-projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)

M. le Maire : On va poursuivre notre ordre du jour parce que l'on a encore pas mal de points. C'est Monsieur Ali Id Elouali qui va nous le présenter.

M. Id Elouali : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, comme vous le savez sans doute, l'élaboration du PLUI, c'est-à-dire le Plan local d'urbanisme intercommunal, est prévue sur quatre ans et pendant ces quatre ans, il y a un certain nombre de démarches et de documents à construire, de planifications à élaborer.

Parmi ces documents, nous avons un document important qui s'appelle le PADD, soit le Projet d'aménagement et de développement durable. Ce qu'il faut surtout retenir et rappeler, c'est que ce PADD fixe des règles plus larges que celle de l'urbanisme, puisque le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Vous voyez bien, c'est juste pour poser un peu et être dans la pédagogie, même si c'est un peu technique. Le PADD, c'est plus large. Un PLU est focalisé sur les règles de construction, un PADD ouvre un peu la focale, ouvre un peu la réflexion pour restituer tous les enjeux stratégiques d'aménagement, de préservation des continuités écologiques, de protection des espaces naturels, d'équipements et de qualité de paysages.

Cela étant dit, ce qui est ce qui nous est présenté aujourd'hui, ce sont les deux orientations de l'EPT, puisque je rappelle que c'est l'EPT qui a la compétence en la matière. Les deux orientations générales déclinées ont deux objectifs stratégiques. Le premier, c'est la volonté d'améliorer et d'apaiser les conditions de vie des habitantes et des habitants. Cet objectif est décliné dans un certain nombre d'actions. Penser la ville par ses vides, permettre de se loger dignement, favoriser la ville de proximité, etc. Le deuxième objectif est d'anticiper et adapter

le territoire de demain, soutenir un développement urbain équilibré, faciliter et renforcer les mobilités, porter une programmation économique productive, attractive et durable, soit tout ce qui a été et ce qui fait partie de l'ADN de l'EPT.

Ce qu'il faut quand même retenir, entre autres choses, c'est que notre commune souhaite verser dans la réflexion pour que l'EPT prenne en compte toutes les orientations qu'on a, que je vous ai présentées ici, qui concernent les deux modifications du PLU, la modification 6 et 7 et dont la modification 6 porte sur des questions de biodiversité. Je ne vais pas les détailler parce qu'elles sont au nombre de 7 et celles évidemment qui concernent la modification numéro 7 du PLU. En gros, ce qui nous est demandé ici, c'est de débattre de ces orientations. Les deux orientations adossées à des objectifs déclinés en actions. C'est le premier point. Et ce que nous, on verse dans la réflexion, c'est de demander à l'EPT, dans la construction du PADD, de prendre en compte les modifications que nous apportons au PLU local.

Voilà, en somme, et j'espère avoir été clair sur le sens de cette délibération qui est plutôt un dont acte plutôt qu'une délibération soumise au vote. Je parle sous réserve de la direction générale évidemment.

M. le Maire : Merci Monsieur Id Elouali. Ce soir, c'est beaucoup de prises d'acte, mais aussi de débats, donc on peut en débattre. Les maires et les communes sont bien sûr sollicités pour donner leur avis sur le PADD parce que force doit rester à la commune. Et c'est pour cela, comme l'explique M. Id Elouali, que nos modifications du PLU actuel s'inscrivent dans ce cadre puisque le PADD donnera aussi naissance au PLUI qui va gérer tout notre territoire, s'il subsiste, et qui va s'imposer aux communes.

C'est pour cela que nous avons mis dans la délibération qu'il faut prendre acte des modifications 6 et 7 du PLU de notre ville. Et dans ces PLU, on vous a déjà expliqué que la révision la plus importante qui n'avait pas eu lieu jusqu'à maintenant, c'est que toute construction nouvelle devra respecter 30 % de pleine terre. C'est extrêmement important pour l'eau de pluie, etc., pleine terre, c'est-à-dire, qu'il n'y a pas de parking en dessous, il n'y a rien. C'est de la pleine terre. Donc c'est inscrit et ils vont en tenir compte. Et la Métropole a elle aussi retenu les 30 % de pleine terre. On est en plein dans le vrai là. Donc entre autres mesures d'occupation du sol et autres, etc.

Donc lorsqu'effectivement nous avons dit que nous ne bétonnerions plus la ville, cela ne veut pas dire qu'on ne construit plus. Une ville qui ne construit plus, elle meurt. Il y a des choses à faire quand même, à revitaliser et à refaire. La bétonisation, c'est lorsqu'il n'y avait pas ces 30 % de pleine terre, c'est-à-dire que vous aviez des réalisations où il n'y avait même pas un brin d'herbe, mais uniquement du ciment. Cela, c'est fini à Choisy-le-Roi. 30 % de pleine terre, des arbres et de la végétalisation. Bien sûr vous pouvez vous exprimer sur PADD. En fait, il va respecter notre PLU. Avant que tous les élus de toutes les villes donnent naissance au PLUI du Territoire.

Pourquoi je vous disais : "s'il subsiste" ? Parce que je vous l'ai déjà dit, ce Territoire qui nous a été imposé à tous les maires vient de la loi NOTRe qui a présidé au Territoire qui est obsolète depuis deux ans. Donc tous les territoires fonctionnent à la limite d'une manière hors-la-loi. Il faut le faire. Sur le mandat précédent, notre président Macron aurait dû au moins supprimer une strate. Ce qui était prévu c'est de supprimer les départements. Moi à l'époque, je n'étais pas élu, donc on ne peut pas me soupçonner, j'ai toujours été opposé à la suppression des départements. Donc il aurait dû quand même soit supprimer la Métropole, soit le Territoire. Enfin, il aurait dû faire quelque chose qu'il n'a pas fait. Or, il y a quelques jours, revient la petite chanson qui veut modifier la Constitution, voire revoir les territoires et il ne voudrait, par rapport à des gens qui auraient fuité et qui le connaissent bien, il ne voudrait, au-dessus des citoyens, que deux strates administratives. Alors lesquelles ? On

sait tous ce qu'il veut, la suppression des maires. Même s'il est revenu dessus. Mais à l'origine, c'était cela. Lesquels ? Je n'en sais rien. Donc là, il convoque tout le monde, les anciens présidents, le président du Sénat, le président de l'Assemblée. Il consulte. Alors soit cela se terminera comme il y a cinq ans et il ne fera rien du tout et l'on reste avec ce truc complètement dingue, avec quatre niveaux de strates administratives. C'est complètement ubuesque. Soit il va s'attaquer au problème et si ce sont les territoires qui sautent, le nôtre peut sauter. On n'en sait rien. Ce sera encore une connerie de plus avec tout le travail qu'on a fait parce qu'il faut... Bon, je vous donne cela comme information, suivez l'actualité, on va voir ce que cela donne.

Pour ma part, j'estime qu'on était très bien avec la Région, la commune et le Département. Je vais donner mes avis aux sénateurs qui nous réunissent. Qu'on revienne comme cela, c'était très bien. C'est mon avis personnel. Oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Merci Monsieur le Maire. Vous voyez, tout arrive, nous sommes en plein accord sur ce que vous venez de décrire de l'état institutionnel dans lequel nous sommes. Voilà, maintenant, il y a eu une volonté de créer cette Métropole du Grand Paris. Une volonté, après de créer ces territoires à l'intérieur de la Métropole du Grand Paris. La réalité, c'est que cela a cassé des intercommunalités qui fonctionnaient bien et qui étaient des intercommunalités de projets qui s'étaient montés. Cela a obligé des communes qui ne voulaient pas être dans des intercommunalités à intégrer des monstres auxquels elles n'étaient pas préparées. Cela a obligé y compris, j'ai une pensée pour eux, des agents à être basculés de leurs communes à un Territoire dont ils ne connaissent pas grand-chose pour une raison bien simple, c'est que ce n'est pas bien clair, y compris pour les élus qui y siègent et qui les administrent. Il ne faut pas raconter d'histoire.

C'est une petite remarque dans la rédaction de la note qui nous a été faite, bien sûr nous, c'est le Grand-Orly Seine Bièvres, et c'est notre Territoire, mais je pense qu'il serait bien dans ces documents de systématiquement rappeler qu'on parle bien de la Métropole du Grand Paris et qu'on a aussi un problème parce qu'il y a la Métropole du Grand Paris, c'est-à-dire que l'EPT n'en est qu'une déclinaison finalement et lui est soumis, même s'il arrive à prendre parfois quelques libertés. Donc là-dessus, on doit pouvoir être d'accord.

Et je pense que pour ma part aussi, régions, départements ou communes faisaient preuve d'une efficacité et arrivaient à boucher les trous entre eux. Beaucoup mieux d'ailleurs qu'aujourd'hui où existent ces territoires qui, finalement, au lieu de... Je dirais qu'au départ, effectivement, on voulait supprimer les départements. Je ne sais pas si vous aviez eu vent à un moment, il y avait une proposition de faire un seul département des trois départements de Petite Couronne. À l'époque, j'avais dit : "On va créer un département Donut", comme les gâteaux américains, il y aurait eu un trou pour Paris au milieu et puis il y aurait une ceinture de Paris qui aurait été un département. Voilà, cela a été abandonné assez rapidement parce qu'il y a quelqu'un qui a dit que c'était ridicule. Au-delà de la forme. Mais il y a eu vraiment des choses complètement ubuesques. Maintenant, nous sommes, vous avez raison de le dire, dans ce processus. Cela en devient même gênant parce qu'il y a quand même du travail qui se fait. Il y a quand même des choses qui se créent, il y a quand même des interdépendances qui se créent, mais finalement, nous voilà donc dans un carcan, dans un chemin dans lequel il faut se mouvoir.

Donc, évidemment, cela met l'opposition que nous sommes dans une situation compliquée. Je le dis, il faut parfois aussi se parler honnêtement. Évidemment, nous sommes pour que le Territoire respecte le PLU de Choisy et le PLU que choisira la ville de Choisy. Pour autant, nous allons peut-être être opposés à des éléments du PLU de Choisy. Donc vous comprendrez bien que cela nous met dans une situation, je pense que chacun peut l'entendre ici, qui n'est pas simple, mais qui n'est pas de votre fait, qui est le fait de cette construction institutionnelle un peu ridicule.

J'en viens à cette proposition. Il n'y a pas, en tout cas pour moi, il n'y a pas d'éléments majeurs à contester dans les orientations qui sont données par le PADD, il ouvre plus de portes qu'il ne trace de chemins dont nous pourrions sortir. Il crée peut-être même des incitations à travailler sur des objets que nous aurions pu délaissé, non pas par absence de volonté, mais parce qu'on ne peut pas penser à tout tout le temps et que peut-être qu'il y a des éléments qui nous sont donnés qui sont importants. Et donc là-dessus, il nous faudra, je crois, être attentifs.

Cependant, évidemment, j'en viens à quelques questions. J'ai une question : est-ce que le vote d'aujourd'hui vaut validation de la modification 7 du PLU ? Je le demande parce que comme pour l'instant nous avons voté la modification 6, nous n'avons pas encore voté la modification 7. Or, dans la délibération qui nous est proposée, il y a des orientations du projet de ville en cours d'approbation à travers la modification numéro 7 du PLU. C'est un peu compliqué. Je suis obligé de vous le dire. C'est compliqué de demander au Conseil de voter des choses qui sont en élaboration, qui n'ont pas encore été présentées dans leur intégralité au Conseil municipal pour son approbation et de fait, nous faire prendre acte d'orientations dont nous n'avons pas encore collectivement débattu. Et sauf erreur de ma part, nous ne sommes pas au bout du processus de la modification 7 du PLU. Ce n'est pas un reproche, c'est une constatation. Donc je suis embêté, notamment parce qu'évidemment vous donnez deux exemples sur lesquels, en plus, peut-être qu'on pourrait concourir ou enrichir. La question n'est pas d'être dans une opposition sur la question. Mais sur le point 2, sur l'harmonisation des hauteurs de construction le long de l'axe de la RD 5, vous comprendrez que c'est un peu court pour un élu. Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? De quoi on parle exactement ? Ou sur le point 3, une charte de la construction neuve. Non pas que je sois opposé au fait qu'il y ait une charte de la construction neuve, mais tant que je ne sais pas ce qu'il y a dedans et ce dont on parle, vous voyez, c'est un peu compliqué.

Donc je vous fais part de ces remarques, notamment parce que ce que nous souhaiterions, c'est pouvoir débattre largement de ces orientations du PLU. Pour le reste, on prend acte des choses que vous nous dites.

Je finis par une question qui me trotte dans la tête et qui m'embête. Bon, évidemment, il y a toutes ces strates-là, et notamment les maires qui sont obligés de siéger à toutes les strates, au Conseil métropolitain, aux territoires, etc. Cela leur prend énormément de temps et à raison, Monsieur le Maire, vous valorisez votre volonté de l'inscription, qui a été actée par ce Conseil, de la notion de pleine terre dans le PLU. Et il se trouve qu'en lisant un peu et en effectuant des recherches, j'ai découvert que lorsqu'un amendement avait été déposé au Conseil métropolitain pour inscrire au niveau de la Métropole du Grand Paris cette notion de pleine terre, vous ne l'aviez pas votée.

M. le Maire : Ah si ! Je l'ai votée ! C'est une plaisanterie. Je vais les appeler tout de suite. J'étais sur place et j'ai bien voté pour.

M. Guillaud-Bataille : Et il a été rejeté quand même.

M. le Maire : Ah non. Attendez. Il y a certains membres du groupe qui ne l'ont pas voté. Moi, je l'ai voté et d'ailleurs cela a été voté pratiquement à l'unanimité. Je crois même que tout le monde... Je crois qu'il y a eu, du Territoire T12 certains qui ne l'ont pas voté. Monsieur Le Prêtre, je crois. Soit il s'est abstenu, soit il ne l'a pas voté. Mais cela a été voté à l'unanimité...

M. Guillaud-Bataille : Cela ce n'est pas possible, c'est lui qui l'a déposé, cet amendement.

M. le Maire : Mais moi je l'ai voté. Je l'ai voté. Mais vous faites bien de m'alerter parce que je vais vérifier. Je crois même que tout mon groupe a voté. Je crois qu'il y a le maire de Boulogne qui ne l'a pas voté ou qui s'est abstenu, Monsieur Le Prêtre, qui n'a pas dû le

voter. Mais tout le reste, cela a été voté. Et de toute façon, il s'est imposé à Choisy-le-Roi. Mais pour répondre à votre question...

M. Guillaud-Bataille : On va vérifier cela.

M. le Maire : Oui, je suis preneur.

M. Guillaud-Bataille : Non, parce que vous ne pouvez pas dire qu'il ne l'a pas voté alors que c'est lui qui l'a déposé.

M. le Maire : Attendez le vote à la Métropole, c'est ubuesque parfois. Il commence par vous filer des boutons rouge, vert, bleu qui ne marchent jamais. Après, on nous dit qu'on vote à main levée. Mais il y en a qui avaient déjà voté avec les boutons. Donc on recommence tout à zéro. Bon, il y en a qui votent ou qui ne votent pas et qui ne lèvent pas la main parce qu'ils en sont restés aux boutons. Donc on recommence pour leur dire qu'il ne faut plus utiliser les boutons.

M. Guillaud-Bataille : Je siège dans un hémicycle de 230 élus, je vois à peu près de quoi vous parlez.

M. le Maire : Eh oui. Mais pour répondre à votre question précise. Non, c'est très précis ce qu'on prend ce soir. On prend acte du débat qui s'est tenu et cela ne veut pas dire que vous partagez ce qu'il y a dedans. Cela veut dire que vous prenez acte du débat. Ensuite, souhaite, à l'issue de ce débat, attirer l'attention du Grand-Orly Seine Bièvre sur la nécessité d'intégrer sur son territoire communal, à travers l'élaboration du futur plan local d'urbanisme intercommunal, PLUI, les éléments de la modification 6 et 7 du PLU de la commune de Choisy-le-Roi. S'il est voté ! Le 7. C'est juste un principe. Cela ne veut pas dire que vous êtes d'accord avec la modification 7. Cela veut juste dire qu'on demande au Territoire d'intégrer la modification. Mais il y aura débat ici avec vote. C'est là où vous exprimerez votre accord ou pas. Voilà, puisqu'effectivement c'est en finalisation et on la présentera ici au Conseil. C'est juste le principe.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Voilà, on prend acte de ce débat. On se donne rendez-vous à la présentation de la modification 7. Alors, Monsieur Id Elouali, vous vouliez dire quelque chose ? Non.

M. Id Elouali : Non, c'est à peu près ce que vous dites là. En fait, on ne vote pas pour ou contre. On vote pour les orientations qui ont été présentées, les deux orientations assorties des objectifs et des actions. Force est de reconnaître quand même, et vous l'avez vu, que face aux agendas des différentes strates on est obligé d'anticiper un peu le coup et de faire une sorte de rapport de force, tout simplement, qu'on joue avec ces strates pour dire de faire attention, il y a un point de vigilance, nous avons des modifications du PLU 6 et 7 dont vous devez prendre compte par anticipation, pour que l'on n'arrive pas après, une fois que les choses sont déjà actées.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida,

OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous prenons acte, on va passer au point au point huit.

→ **8. Approbation du montant de l'indemnité pour le surplomb de la parcelle cadastrée AG 90 sise 11-19 rue Frédéric Joliot Curie et 114-126 avenue d'Alfortville à Choisy-Le-Roi**

M. le Maire : La parole est toujours à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : C'est une délibération de routine. Il s'agit tout simplement d'un habitant qui est titulaire d'une autorisation d'urbanisme pour l'isolation par l'extérieur de sa maison. Et il se trouve que pour isoler sa maison, il va dépasser un petit surpassement, si je puis dire, par rapport à une parcelle privée qui appartient à la commune. La loi climat et résilience l'autorise à le faire moyennant une indemnisation auprès de la commune et c'est donc l'objet de la délibération et cette indemnité s'élève à 500 euros pour qu'on puisse lui permettre de procéder à son isolation thermique.

M. le Maire : Ce sont les recettes dont je vous parlais tout à l'heure pour la piscine et tout ça. Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Bon, il y a-t-il des observations sur cela ? Non.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRAANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

→ 9. Approbation du compte-rendu annuel 2021 de la SADEV relatif à l'opération ZAC des Hautes Bornes

M. le Maire : La parole est toujours à Monsieur Ali Id Elouali sur la ZAC des Hautes Bornes.

M. Id Elouali : Merci Monsieur le Maire. Plus précisément, il s'agit du CRACL, soit le compte rendu annuel de la collectivité locale, qui porte sur l'exercice 2021 sur la ZAC des Hautes Bornes.

Disons que ce qu'il faudrait noter comme fait marquant ou l'actualité principale de l'opération, c'est l'actualisation du coût prévisionnel du gymnase, dont le bilan financier de la ZAC des Hautes Bornes. Voilà ce qu'il faut retenir comme fait marquant de ce nouveau CRACL version 2021.

Le gymnase, pour rappel, a été livré en 2021, mais le poste travaux équipements sportifs a fait l'objet d'une revalorisation relativement importante entre le prévisionnel et le réalisé.

Je rappelle également que la SADEV nous informe que l'ensemble des lots de la ZAC ont été commercialisés et que le gymnase a été livré en août 2021. Seuls quelques travaux ont été réalisés en 2021.

Pour résumer, le montant total des dépenses prévisionnelles actualisées s'élève à 25 656 440 euros hors taxes. La ZAC présente néanmoins un déficit prévisionnel de 252 000 euros hors taxe, qui restent à la charge de l'aménageur. ZAC à risques aménageurs.

Voilà ce qu'on a demandé au Conseil municipal de délibérer afin de donner un avis favorable à l'approbation par le Conseil territorial. Je rappelle toujours qu'en matière d'urbanisme, c'est le Territoire qui prend la main. Donc de donner un avis favorable à l'approbation par le Conseil territorial du CRACL 2021 de la ZAC des Hautes Bornes. Je vous remercie.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. On peut procéder au vote.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

JEUNESSE

→ 10. Approbation du montant de l'aide financière attribuée dans le cadre du dispositif d'aide aux projets jeunes

M. le Maire : Le point 10, nous arrivons à la jeunesse. Modification du montant de l'aide financière attribuée dans le cadre des dispositifs d'aide aux projets jeunes. La parole est à Madame Yamina Lajili.

Mme Lajili : Merci Monsieur le Maire. Bonsoir, chers Choisyens et chères Choisyennes. Vraiment pour faire court, et comme il est dit dans cette note d'explication, c'est vraiment pour changer les critères d'attribution qu'il y avait et qui s'élevaient avant de 80 à 400 euros.

Aujourd'hui, on dit que cette aide n'est plus adaptée, surtout aux projets ambitieux que des jeunes nous présentent. Donc aujourd'hui, on souhaite l'augmenter de 80 à 1000 euros. C'est vraiment pour apporter cette aide et ce soutien à nos jeunes dans leurs projets.

Je vais refaire un petit peu, pour les Choisyens et les Choisyennes qui nous regardent, les conditions d'attribution : pour les jeunes, il faut qu'ils soient Choisyens, âgés entre 18 et 25 ans, présenter un dossier à retirer à l'espace pôle jeunes et cette fois-ci 16-25 et s'engager à partager leur projet. On n'a pas besoin de demander un engagement pour les jeunes parce qu'ils le font d'eux-mêmes, ils ont toujours le plaisir de partager leurs projets. Cette commission d'attribution est constituée de moi-même, donc l'élue à la jeunesse, ainsi que des jeunes volontaires qui présentent leur projet et les responsables des services, des référents donc sur le service jeunesse, Malika et Isabelle, qui suivent les jeunes de 16-25 ans.

Voilà pourquoi il vous est demandé aujourd'hui d'accepter cette somme de 80 à 1 000 € pour aider nos jeunes et afin de ne pas leur mettre des freins parce qu'on sait qu'aujourd'hui l'argent, c'est encore difficile pour les jeunes, donc ne pas leur mettre des freins et montrer qu'on les soutient sur une somme un peu plus conséquente. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Merci. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Très rapidement, il n'y a pas de problème par rapport au vote. C'est juste une question. Le plafond n'a pas changé, c'est toujours 10 000 euros, c'est bien cela ? Ce qui réduit en fait le nombre de lauréats.

M. le Maire : Cela dépend.

M. Aoummis : 1 000 euros, c'est le maximum, c'est bien cela ?

Mme Lajili : Voilà, c'est 1 000 euros quand les projets sont vraiment plus conséquents. Par exemple, on a eu différents jeunes qui nous ont présenté leur projet. Il y a vraiment des sommes conséquentes. Donc on se dit qu'on peut aller au-delà, jusqu'à 1000, parce que 400 euros cela allait être un petit peu léger. Mais cela ne diminue pas le nombre de lauréats, au contraire. On s'adapte.

M. Aoummis : Et à minima 80 euros ?

Mme Lajili : Tout à fait. Et aussi, c'est ce qu'on se disait vraiment avec Monsieur le Maire, etc. Donc c'est très important aujourd'hui pour nous de se dire que si demain on a aussi beaucoup plus de demandes à ce moment-là, on pourra après étudier et réétudier cette ligne budgétaire auprès d'un BS, etc. s'il y a besoin de rapporter ou de rajouter sur cette ligne budgétaire pour nos jeunes.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Habi.

M. Habi : Évidemment, je souscris pleinement au projet avec un souhait, c'est que cette enveloppe soit augmentée à terme, puisque 10 000 euros c'est déjà bien pour démarrer, mais on a tellement de jeunes qui ont tellement de projets qu'on pourrait faire beaucoup plus. Donc si à terme, cette enveloppe pourrait évoluer à la hausse, ce serait parfait. Merci.

M. le Maire : Bien, ce sera en fonction des projets. Voilà, on les étudiera, comme l'a dit Madame Lajili. Y a-t-il d'autres observations ? Non. On peut voter.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

SPORT

→ 11. Approbation d'une convention type de mise à disposition d'un minibus municipal aux associations sportives Choisyennes adhérentes à l'Office Municipal des Sports

M. le Maire : Je vais le présenter, Monsieur Marques étant en déplacement. C'est une convention de prêt de véhicules pour les associations sportives. Donc c'est une forme d'aide apportée aux associations par la commune qui existe depuis 2010.

Les associations sportives de Choisy-le-Roi bénéficient elles aussi d'un soutien supplémentaire de la ville par l'aide aux transports pour les déplacements sportifs avec la mise à disposition d'un minibus, selon une convention fixant les obligations de chacun.

Dans un souci d'actualisation et afin de mieux encadrer ces prêts aux associations, une délibération a été approuvée au Conseil municipal du 30 juin 2021 pour la mise en place d'une convention type fixant les obligations respectives.

Toutefois, compte tenu de la spécificité de l'activité des associations sportives, il est nécessaire d'approuver une convention type pour les véhicules mis à leur disposition et plus particulièrement un minibus.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver cette convention type et d'autoriser le Maire ou son adjoint à la signer. Voilà. Donc vous avez les modalités qui vous sont décrites, mais rien d'extraordinaire. C'est nécessaire de faire une convention.

Y a-t-il des observations sur la convention que l'on vous a jointe ? Non, je n'en vois pas. On peut voter.

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, HABI Hacène, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ 12. Approbation de la convention type d'occupation et d'usage des jardins familiaux

M. le Maire : On arrive au point 12. La parole est de nouveau à Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci Monsieur le Maire. Il s'agit tout simplement de la parcelle dont vous avez parlé, que vous avez évoquée, que nous avons préemptée, que nous avons sauvée du bétonnage et du flux des camions. La municipalité a souhaité et souhaite toujours, dans un premier temps, consacrer, dédier cette parcelle à des jardins familiaux tout en réfléchissant à un projet en lien avec l'agriculture urbaine et en lien avec notamment les esquisses d'un projet de ferme urbaine et qui pourrait, pourquoi pas, alimenter en partie la cuisine de la future cuisine centrale et la restauration collective locale.

En attendant ce projet, on a pensé bon de préserver ces jardins familiaux et de les dédier à l'activité du jardinage et à l'activité de l'agriculture urbaine. Pour rappel, le Conseil municipal du 2 février avait fixé les tarifs qui étaient, qui sont toujours de 0,60 euro par mètre carré et par an. Il se trouve qu'aujourd'hui, alors qu'on arrive justement à une échéance plus opérationnelle, je reviens vers vous pour faire et acter l'accès à ces jardins, à tous les Choisyens qui ont envie de cultiver leurs propres fruits et légumes et de s'initier au jardinage. Évidemment, tout cela dans le cadre et pour faire animer et faire vivre les valeurs d'entraide, de solidarité et du respect de la nature. Afin d'attribuer ces parcelles vacantes, une commission a été formée. Je pense qu'elle aura lieu courant mars, me semble-t-il, et décidera de l'attribution des parcelles à partir des critères suivants : d'abord habiter la commune de Choisy-le-Roi, ne pas posséder de jardin dans son logement actuel et motiver sa demande. Pour définir les conditions d'occupation et d'usage des jardins familiaux dans le cadre de ces nouvelles attributions, il convient d'élaborer une convention, celle-ci en l'occurrence, qui précisera également les formes de gestion attendues. Il vous est donc demandé à vous, collègues, d'approuver la convention type d'occupation et d'usage des

jardins familiaux dans le cadre des nouvelles attributions et d'autoriser le maire ou son représentant à la signer.

Je rappelle quand même quelques éléments : nous avons à ce jour, puisque l'on avait ouvert la candidature jusqu'au 28 février, nous en avons à ce jour plus de 120 candidatures pour occuper un jardin familial. Ce qui, quand même, démontre un intérêt et un engouement avérés pour les questions de l'écologie et de l'agriculture urbaine sur la ville. Ce dont on peut se réjouir aussi.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Oui, c'est très bien. D'autant plus que le projet initialement prévu était problématique, soyons clairs là-dessus. Donc, cette perspective d'un jardin familial est très bien. Mais comme il y avait un certain nombre d'entreprises dans le secteur. Est-ce que vous vous êtes assurés que le sol n'est pas pollué ?

M. le Maire : Justement, il va falloir faire une étude, c'est indispensable. On va mandater une entreprise pour effectivement voir s'il faut dépolluer ou pas.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, un complément d'information. Il y a une étude des sols qui est lancée et qui sera assortie de préconisations au cas où il y aurait des pollutions. Quels types de préconisations ? Par exemple des recommandations en matière de fruits et de légumes à cultiver ou à ne pas cultiver. Et puis, évidemment, il y aurait aussi des préconisations, même en termes d'équipements qu'il faudrait avoir, le type du géotextile, par exemple. C'est ce type de recommandation qui est prévue pour un plan de gestion qui sera évidemment adossé et associé à l'étude des sols.

M. le Maire : Nous pouvons passer au vote.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ 13. Approbation des conventions de l'année 2023, pour la reconduction de mesures d'accompagnement social liées au logement (ASLL)

M. le Maire : La parole est à Monsieur Druart.

M. Druart : Bonsoir à tous. Nous allons parler effectivement de l'approbation des conventions de l'année 2023 pour la condition de mesure d'ASLL. La ville travaille depuis de nombreuses années avec plusieurs associations d'accompagnement social liées au logement pour venir en aide aux ménages en difficultés multiples qui vivent dans des conditions de mal-logement. Donc sans l'aide et l'accompagnement qui sont proposés aux ménages, ils auraient peu de chance d'obtenir l'attribution d'un logement dans le parc locatif social. Et nous savons combien le logement est une composante essentielle du bien-être, de l'épanouissement et de l'insertion. Les conventions arrivent à échéance fin 2022.

Parmi les associations, on a le Relais 94, mais ce n'est pas renouvelé pour le moment. Il y a une discussion qui est en cours au premier semestre 2023. Il y a aussi l'AUVM. Une convention avec le CLLAJ, le Pari Solidaire (la colocation intergénérationnelle) et enfin l'association AMLI qui va s'occuper de la gestion de la résidence pour femmes en rupture d'hébergement qui se situe rue Waldeck-Rousseau et boulevard de Stalingrad. Les quatre conventions, bien sûr, sont décrites en annexe.

Les quatre conventions sont décrites en annexe et le budget prévisionnel pour l'année 2023 est fixé à 38 400 euros. Une subvention de 11 000 euros est demandée à l'État dans le cadre de la politique de la ville en raison de la nouvelle convention avec l'association AMLI qui, pour rappel, était de 9 000 euros en 2022.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : C'est juste pour expliquer ma réaction. J'avais appelé votre directeur de cabinet, Monsieur le Maire, en amont de ce Conseil municipal. Évidemment, je vais voter des deux mains et si j'en avais trois, je lèverais les trois, pour l'installation de deux résidences pour femmes en rupture d'hébergement. Il y a un manque terrible dans toute la région. Il faut que Choisy en prenne sa part.

Donc, qu'on se comprenne bien, si dans les documents officiels, nous faisons apparaître les adresses, c'est probablement légalement obligatoire, j'avais appelé et proposé à votre directeur de cabinet qu'on évite de donner les adresses à l'oral dans ce moment public et que par la suite, ces adresses disparaissent. Parce qu'on sait bien que pour ces femmes qui sont en rupture d'hébergement, il faut absolument que toutes ces adresses soient le plus inconnues possible. Parce que malheureusement, les compagnons, les maris violents rivalisent d'ingéniosité pour retrouver leurs victimes. Au bout d'un moment, ce ne sont plus leurs conjointes, ce sont bien leurs victimes. Et donc, plus on peut faire de petits gestes comme cela... Nous, on les a sous les yeux. C'est dans les documents officiels.

Voilà, je voulais juste dire, M. Druart, que ma réaction n'était pas du tout contre le projet. C'était juste que je crois vraiment qu'il faut invisibiliser au maximum ces résidences, dans l'intérêt justement des femmes qui ont besoin de ces hébergements en rupture d'urgence. C'est en tout cas quelque chose qui est préconisé par toutes les associations et par tous ceux qui travaillent sur ces objets-là. Voilà, je m'arrête là. Pour le reste, il n'y a aucun problème.

M. le Maire : Mais on a retenu vos observations, on les relaie et, bien sûr, on va appliquer ça.

M. Druart : Oui, je voulais préciser une chose : les femmes en rupture d'hébergement ne sont pas forcément victimes de violences. Et dans le cadre du programme, cela faisait partie du point suivant, il y aura quelques logements qui seront pour les femmes effectivement victimes de violence, mais qui ne seront pas issues de la commune. Elles viendront d'autre part. Il y aura un mix pour justement brouiller les pistes. Merci.

Propos tenus hors micro.

M. le Maire : Tout à fait. Y a-t-il d'autres observations ? Non. On peut voter.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

→ 14. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGÈRE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 25 appartements en construction neuve, 27-29 rue Waldeck Rousseau

M. le Maire : Monsieur Druart, allez-y.

M. Druart : Oui. Alors je vais exposer les trois points sur trois emprunts différents. Le projet de résidence pour femmes en rupture d'hébergement est un projet initié depuis fort longtemps, qui était bloqué à notre arrivée. Nous avons fait à l'époque, à notre arrivée en 2020, une réunion avec BATIGÈRE qui nous a exposé une modification en profondeur de ce projet. À la suite de l'exposition, nous avons validé et cela a permis de débloquent le financement de ce magnifique projet, je tiens encore à le souligner, qui compte beaucoup à mes yeux. Je suis un peu ému. Pour financer la construction, BATIGÈRE, le bailleur, a contracté trois emprunts. Donc, il a divisé en 25 appartements en construction neuve, 24 en acquisition amélioration et 12 autres à une autre adresse en acquisition amélioration. Ce qui est déjà une bonne chose. Non, mais attends, je n'ai pas fini parce que je fais attention à ce que je dis aussi. Donc l'équilibre financier a été bien sûr réalisé. Il y a un bâtiment qui s'appellera Rosa Bonheur, qui comporte 49 logements de type studio T1, T1 prime, T1 bis et un autre bâtiment qui va s'appeler Gisèle Halimi, qui contient des T1 bis et des T2 pour accueillir des femmes avec enfants. Le coût global de cette opération est de 6 203 546 euros, financés d'une part par des subventions de l'État, de la Région d'un montant de 1 317 766 euros et d'autre part, par des prêts de la Caisse des dépôts et consignations et d'Action Logement pour un total de 4 885 780 euros. Je le redis, la gestion de la résidence sociale est confiée à AMLI. Une équipe constituée de trois professionnels à temps partiel,

dont deux travailleurs sociaux, je tiens à le préciser aussi. Cette résidence sociale est exclusivement dédiée à un public féminin en situation de vulnérabilité : emploi, logement, santé, rupture familiale. Les différentes situations accueillies sont des familles, femmes, bien sûr, monoparentales avec un ou plusieurs enfants âgés entre 1 et 18 ans, des femmes enceintes, des femmes seules, en rupture d'hébergement suite à la séparation du couple ou à une rupture familiale, une expulsion ou risque d'expulsion ou logement insalubre, impropre à l'habitation. Des objectifs d'accueil et d'accompagnement et les principes de la résidence sociale mis en œuvre sont les suivants : accueillir, loger, accompagner. Tout cela pour permettre à chaque résidente d'investir son logement et la résidence sociale et de bénéficier de réponses individuelles ou collectives. Respecter le mode et le rythme de vie des résidentes. Valoriser la cohabitation entre les résidentes. Lutter contre l'isolement. Apporter du soutien nécessaire à leurs difficultés diverses. Favoriser l'approbation ou le maintien des services qu'offrent le Territoire, la ville, le quartier. Communiquer sur les ressources de l'environnement. Équipements, diverses associations. Mettre en place les modalités nécessaires à l'insertion sociale de chaque ménage. S'assurer d'une prise en charge éducative adaptée pour des enfants. Conforter le concept de parentalité dans la résidence. Accompagner les démarches administratives. Accompagner les familles dans leur accès au logement de droit commun. L'accompagnement se réalise en collaboration étroite avec les partenaires du Territoire, je nomme : le CCAS, la scolarité, la santé, le CMP, la Mission locale, les assistantes sociales, Pôle emploi ou entreprise d'insertion, l'association Tremplin 94, en fonction des problèmes rencontrés par les ménages.

Ce qu'il reste à financer. Je n'ai pas détaillé. Ce qu'il reste à financer c'était les 3 485 780 euros décomposés en un prêt de 941 565 euros, un autre de 992 434 euros et un autre de 1 551 781 euros, dont la durée maximale est de 60 ans. En échange de cette garantie d'emprunt, nous avons 12 logements qui nous sont réservés. Donc 2 de type T2 et les 10 autres de type studio. Je vous demande d'approuver ce point. Merci.

M. le Maire : Alors là c'était le point 14, mais le point 15 et le 16... On va les voter un par un, mais c'est la même chose. Donc pour le point 14, est-ce qu'il y a des observations ? Non. Y a-t-il des observations sur cette garantie d'emprunt ? Non.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

→ 15. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGERE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 24 appartements en acquisition-amélioration, 27-29 rue Waldeck Rousseau

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

→ 16. Garantie d'emprunt accordée au bailleur BATIGERE EN ILE-DE-FRANCE pour la création d'une résidence sociale pour femmes en rupture d'hébergement de 12 appartements en acquisition-amélioration, 12 boulevard de Stalingrad

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Allez-y Monsieur Druart

M. Druart : Pour information, il y a déjà une première résidence qui est ouverte depuis trois mois et l'autre va ouvrir, incessamment sous peu, fin février-début mars, et cela fera des femmes heureuses.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 17. Rapport d'activité 2021 du SIFUREP

M. le Maire : Bien. Alors de nouveau un rapport. Rapport d'activité 2021 du SIFUREP. Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Je vais faire un petit historique rapide du SIFUREP. C'est un syndicat mixte créé en 1905, il a pour mission d'organiser, gérer et contrôler le service public funéraire. Il compte aujourd'hui 107 collectivités adhérentes sur le territoire de plus de 4 millions d'habitants.

Les chiffres clés de 2021 : les recettes du syndicat. Les recettes réelles de fonctionnement représentent au total 869 923,96 euros. Elles sont constituées des frais contrôlés, versés par les délégataires au titre des contrats de délégation de service public conclus par le syndicat de la cotisation annuelle des communes adhérentes, donc 0,05291 euro par habitant et pas par an. Des cotisations à la centrale d'achat et au marché, des remboursements de frais de personnel, la mise à disposition au bénéfice du Syndicat intercommunal du cimetière de Jonquières par le SIFUREP.

Concernant la section d'investissements, les recettes totales s'élèvent à 159 258 euros et sont constituées en totalité par les amortissements, le remboursement des investissements pour le cimetière de Villeteuse, le résultat d'investissements reportés au fonds de compensation pour la TVA et d'excédents de fonctionnement capitalisés.

Les dépenses du syndicat. Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 945 283 euros, constituées essentiellement de charges à caractère général qui représentent des dépenses nécessaires à l'administration du syndicat et à l'accomplissement de ses missions, les charges de personnel et autres charges de gestion courante ainsi que les dépenses exceptionnelles. Les dépenses d'investissement s'élèvent pour leur part à 40 643 euros. OGF, délégataire de service public, a procédé à 4923 obsèques en 2021, ce qui représente une baisse de 15,4 % par rapport à 2020, dont 1449 au tarif forfaitaire négocié par le SIFUREP.

803 familles ont bénéficié du forfait d'inhumation et 640 familles ont bénéficié du forfait crémation. 209 obsèques ont concerné des personnes dépourvues de ressources suffisantes. 213 obsèques ont concerné les enfants de moins d'un an.

Les équipements funéraires. Le SIFUREP gère 7 contrats de délégation du service public d'équipements de proximité. 5 crématoriums et 2 chambres funéraires. On dénombre 8902 crémations en 2021 et 2589 admissions en chambre funéraire en 2021, sur les équipements gérés par le syndicat.

Chers collègues, nous devons acter ce rapport. Vous avez plus d'amplitude dans la délibération, mais bon, j'ai survolé un petit peu tout cela.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations sur ce rapport ? Il s'agit juste de prendre acte. Donc nous prenons acte du rapport SIFUREP. Merci à vous.

→ **18. Approbation du retrait de la commune d'Aubervilliers du Syndicat Intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO)**

M. le Maire : Normalement, c'était Madame Bezace, mais elle est aussi en déplacement. C'est tout simple, je vais le présenter. En fait, c'est classique. C'est une commune qui se retire, comme nous, du SIRESCO. Les usages veulent que les communes n'interfèrent pas dans cette volonté. Bien sûr, nous votons pour comme ils ont voté pour nous aussi, cela se passe comme ça. Voilà, c'est respecté par toutes les communes au sein du syndicat. Donc des réactions là-dessus, non ?

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, LORES Monique, , FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, DESPRES Catherine, ESSONE-MENGUE Terence, BALIAS Thierry

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°18 est adoptée à la majorité.

→ **19. Modification des représentants des usagers au sein du conseil d'administration de la régie autonome théâtre/cinéma Paul Eluard**

M. le Maire : Pour le point suivant, je vais donner la parole à Monsieur Damien Desroches. C'est juste une modification au sein du conseil d'administration de la régie Paul-Eluard. Monsieur Desroches.

M. Desroches : Merci Monsieur le Maire, bonsoir tout le monde. Effectivement, c'est une petite formalité à la suite de la démission de Monsieur Laurent CHASSAY pour des raisons d'incompatibilité d'agenda. Je tiens à saluer sa gentillesse et sa sympathie durant les deux ans et demi où il nous a accompagnés. Pour simple rappel, effectivement, sur les 12 membres du conseil d'administration, il y en a 5 qui sont ce que l'on appelle des représentants des usagers, qui sont des spectateurs du théâtre. Et pour remplacer Monsieur Laurent CHASSAY, nous proposons la candidature de Monsieur Davy Postel que je sou mets donc à l'approbation du Conseil municipal. Merci et bonne soirée.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Non. Bon, c'est classique.

Vote de la délibération n°19

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin,

BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Le point numéro 20, ce sont les décisions. Y a-t-il des observations dans ces décisions qui ont été prises ? Non, je ne vois pas de questions sur ce tableau.

Vote de la délibération n°20

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, MARTIN Mélisande, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Très bien. Madame Fourniaud, allez-y.

Mme Fourniaud : C'est un vœu de l'opposition municipale concernant la réforme des retraites. Alors que 2,5 millions de salariés du privé et du public ont manifesté contre la réforme des retraites les 19, 31 janvier et hier, le 7 février, et s'apprêtent à faire de même le 11 février, l'opposition municipale entend porter un vœu visant au retrait pur et simple de cette réforme.

Réforme jugée injuste, inutilement brutale et, comme on l'a dit tout à l'heure, discriminante à l'égard des femmes. Le rallongement de la durée du temps de cotisation et le report de l'âge légal de départ à la retraite sont des éléments primordiaux qui ne peuvent pas être imposés par un gouvernement qui semble sourd au mécontentement de la population. Nous nous associons en cela aux revendications de l'intersyndicale.

Donc, effectivement, ce vœu n'a pas été déposé tout à fait dans les délais. Oui, Monsieur Id Elouali, il n'y a pas de problème, mais Monsieur le Maire est d'accord sur le fait que je le présente.

Intervention hors micro de Monsieur Id Elouali.

Mme Fourniaud : Oui, parce que cela vous aurait permis de l'amender ou d'en discuter. J'entends. Alors, considérez que mon inexpérience...

M. le Maire : Non, mais il n'y a aucun souci. Simplement, là, vous faites une déclaration. Mais vous pourrez, après l'avoir formalisé, le représenter le mois prochain, si vous voulez. Mais là, c'est pour donner connaissance de votre position. Parce qu'on ne peut pas le voter en l'état, si vous voulez. C'est ce que je vous ai expliqué, c'est envoyé après à la préfecture. Mais je tenais à ce que vous puissiez vous exprimer là-dessus. Mais vous pourrez le représenter le mois prochain si vous voulez.

Mme Fourniaud : D'accord, et on le formulera d'une autre façon.

M. le Maire : De toute façon, il y a 3 mois de délibération, voire plus, donc on a le temps de présenter des vœux là-dessus. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Tout simplement pour dire à Madame Fourniaud que je m'associe à sa déclaration, de mon regret que ce ne soit pas... Mais bon, ce n'est pas grave, je m'associe à votre déclaration.

→ 21. Vœu de la majorité municipale sur le soutien de la Région Île-de-France sur l'aide au financement des transports IDFM par l'État

M. le Maire : Nous faisons, comme d'autres collectivités, d'autres communes ou d'autres départements, appel à l'État pour un investissement durable auprès d'Île-de-France Mobilités, au-delà de l'aide exceptionnelle de 200 millions d'euros promise, afin de limiter la hausse de la tarification du Pass Navigo.

Considérant que le Pass Navigo, service fourni par Île-de-France Mobilités, constitue un instrument quotidien indispensable pour près de 2 millions de Franciliens ; considérant le soutien apporté par l'Etat à Île-de-France Mobilités en 2020 et 2021 à hauteur de 2 milliards d'euros afin de compenser en partie les effets de la crise et effectuer à 93 % sous forme d'avances remboursables ; considérant que cette dette pèse sur les finances d'Île-de-France Mobilités qui doit dégager 130 millions d'euros de recettes de fonctionnement supplémentaires pour couvrir les ratios financiers et devra la rembourser entre 2023 et 2036 ; considérant que le rapport annuel 2022 de la Cour des comptes sur les transports publics franciliens préconise qu'Île-de-France Mobilités bénéficie de nouvelles ressources fiscales ; considérant que les collectivités, régions, départements ont déjà consenti à un effort de 100 millions d'euros, + 7,5 % pour participer au renflouement de cette dette ; considérant le courrier du Premier Ministre de janvier 2020 dans lequel il s'engage à ce qu'une partie des efforts financiers consentis par Île-de-France Mobilités dans le cadre du Grand Paris Express soient supportées par des financements supplémentaires apportés à l'Île-de-France Mobilités par l'Etat ou par transfert de fiscalité ; considérant que cet engagement n'a pas été tenu, considérant que le besoin de financement complémentaire d'Île-de-France Mobilités dû à la crise économique et à la hausse des coûts de l'énergie, s'élève à 750 millions d'euros en 2023 ; considérant que l'aide exceptionnelle du gouvernement à hauteur de 200 millions d'euros, annoncée par le Ministre des Transports le 6 décembre 2022, ne permet ni de limiter suffisamment la hausse de la tarification du Pass Navigo, ni d'offrir des garanties pour les années suivantes ; considérant que le maintien de l'offre de transport en commun est essentiel pour permettre la reprise des fréquentations et répondre aux problématiques écologiques en offrant une alternative aux déplacements

individuels motorisés ; considérant qu'il ne doit pas revenir aux usagers de supporter le coût de la crise économique ; considérant la volonté affichée du gouvernement de préserver au maximum le pouvoir d'achat des Français,

Le Conseil municipal de Choisy-le-Roi soutient la demande de la Région Île-de-France formulée à l'Etat d'abaisser le taux des taux de TVA applicable aux transports en commun de personnes à 5,5 %, soutient la demande de la Région Ile-de-France formulée à l'Etat de transformer l'avance remboursable de 2 milliards d'euros accordée en 2020 et 2021 aux subventions permettant à Île-de-France Mobilités de réduire de 130 millions d'euros le besoin de ressources de fonctionnement supplémentaires pour équilibrer ses ratios financiers dès 2023, soutient la demande de la Région Ile-de-France formulée à l'Etat d'augmenter les taux plafond du versement mobilité pour permettre à Île-de-France Mobilités d'agir sur le niveau de contribution des entreprises, exhorte le gouvernement à mettre en concordance ses actions avec les ambitions qu'il affiche, notamment en termes de valorisation des transports en commun, dans une optique de diminution des émissions de gaz à effet de serre, demande au gouvernement de s'investir durablement auprès d'Île-de-France Mobilités au-delà de l'aide exceptionnelle de 200 millions d'euros promise, appelle le gouvernement à prendre l'ensemble de ses responsabilités dans un contexte de crises multiples qui impactent déjà le quotidien des Franciliens.

Voilà. En gros, il y a de nombreuses promesses du gouvernement qui n'ont pas été tenues. Mais ce n'est pas un scoop. Et c'est afin de permettre d'abaisser le tarif aux Franciliens du Pass Navigo.

Y a-t-il des observations sur ce vœu ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, vous comprendrez bien, Monsieur le Maire, que j'ai deux trois choses à dire sur ce vœu et d'abord vous dire mon malaise et ma déception.

Je reviendrai sur le vœu en lui-même, mais je pense que les Choisyennes, les Choisyens, mais peut-être aussi les membres de notre Conseil, doivent savoir que nous sommes dans un moment particulier pour les transports en Île-de-France. Je donne l'information pour ceux qui ne l'auraient pas. Conseiller régional, je suis aussi administrateur d'Île-de-France Mobilités dans l'opposition et je participe quotidiennement à la gestion d'Île-de-France Mobilités, même si je ne suis pas toujours d'accord avec les choix qui sont faits. Nous sommes donc dans un moment particulier parce qu'effectivement nous sommes, mais cela fait un moment qu'on le sait, à un moment où les transports franciliens sont au bord de la faillite pour toute une série de raisons. Il y a effectivement des engagements de l'État qui n'ont pas été pris. Il y a aussi une crise Covid qui a quand même coûté 4 milliards d'euros en net à Île-de-France Mobilités. Pour le coup, cela n'était pas prévisible concrètement. Il y a aussi toute une série de choix politiques qui ont été faits par la présidente d'Île-de-France Mobilités que je ne partage pas et qui, de mon point de vue, grèvent lourdement le budget d'Île-de-France Mobilités. Ils ne sont pas évidemment notés dans ce vœu et donc cela pose un problème.

Cela dit, la situation est tellement grave que la présidente, en lien avec l'État, a organisé des assises du financement des transports franciliens qui ont eu lieu il y a quelques semaines. Ces assises ont donné lieu à une multiplicité de cahiers d'acteurs, que ce soient d'ailleurs les entreprises, des collectivités, des groupes, des élus qui ont listé un nombre très important de propositions qui ont toutes été écoutées, entendues, pas encore débattues. Et en commission économique et tarifaire d'Île-de-France Mobilités lundi soir, le directeur général d'Île-de-France Mobilités admettait lui-même ne pas avoir encore fini de lister toutes les propositions et encore moins d'avoir pu les chiffrer. Car une chose est sûre, il faudra passer par une multiplicité de financements pour pouvoir passer le cap. Parce que le mur qui est devant nous n'est pas un mur de 750 millions pour cette année. C'est un mur qui, à terme,

est un mur à 2,6 milliards d'euros de fonctionnement. Je ne vous parle même pas d'investissement, je parle de fonctionnement, une fois que le réseau du Grand Paris Express sera notamment ouvert, c'est là d'ailleurs que l'État doit prendre ses responsabilités en finançant une partie de ce fonctionnement.

Informez aussi qu'il y a une commission finance transports qui s'est mise en place au niveau de la Région pour étudier toutes ces pistes de financement. Elle se réunira le 8 pour les étudier et il y aura une séance exceptionnelle du Conseil régional le 29 pour déposer une proposition pour le compte du Conseil régional en séance plénière.

Donc de ce fait, le vœu que vous nous proposez aujourd'hui est, on va dire, un peu précipité. J'entends le besoin de dire qu'il faut faire quelque chose. Les choses ont commencé à être faites. Et il y a des questions qui sont en suspens et notamment, je le dis, il y a un des coûts aujourd'hui d'investissement d'Île-de-France Mobilités, c'est 4,9 milliards d'euros d'investissement avant le 1^{er} janvier 2025 pour privatiser l'ensemble du réseau de bus historique de la RATP. La question se pose de surseoir à cette date, ne serait-ce que parce que, du coup, cela arriverait pile pendant les Jeux olympiques. Ce qui pose quand même question sur l'organisation même des Jeux olympiques. Ce sont des choses qui sont dites par le gouvernement, que Madame Pécresse... Il y a un débat public aujourd'hui public et évidemment il est intéressant d'y prendre part.

Cela dit, il y a dans le vœu, pour venir sur le vœu lui-même, des éléments qui, je dirais, manquent de précision. On va dire cela comme ça, mais c'est normal. C'est malheureusement un secteur qui est trop technique et dont on ne parle pas assez. Il y a par exemple le besoin en financement complémentaire d'IDFM, dans un de vos considérants, s'élève à 750 millions d'euros en 2023, la description qui est faite de cette somme n'est pas tout à fait exacte. Je vais le dire comme cela.

Il y a un autre élément, par exemple, qui d'ailleurs, c'est dommage, on pourrait le modifier vu le vœu suivant sur lequel je veux dire un mot quand on l'étudiera, c'est lorsque vous dites : "Considérant que le maintien de l'offre de transport"... C'est son maintien et son développement. Parce qu'on sait bien qu'il en manque, et y compris si l'on veut aller au bout d'une transition écologique et d'une transition des mobilités, c'est au-delà du maintien. Il va falloir développer de manière considérable les transports en commun. D'ailleurs, ce sont des questions de nomenclature, on dit maintenant "transports du quotidien", parce que cela permet d'y inclure notamment tous les transports à la personne. Je pense notamment aux transports spécifiques pour les handicapés, pour les malades. Mais cela permet aussi, par exemple, d'y mettre le vélo ou le covoiturage. Parce que si l'on ne parle que du transport en commun, on reste sur les bus, les métros, les tramways et on ne prend pas le spectre dans toute sa complexité.

Quant à la hausse du Pass Navigo, je crois que je me suis suffisamment exprimé dessus dans de nombreux endroits et nous avons lancé, mais vous en êtes sûrement au courant, une pétition régionale Stop-Galère qui rassemble de très nombreux Franciliens et de très nombreux élus. 250 élus franciliens ont écrit à Madame Borne pour lui demander de bouger, de faire et d'agir enfin. Et là, je vous le dis, c'est une imprécision qui fait que je vais être obligé, pour ma part en tout cas, de m'abstenir sur ce vœu, c'est la demande de la Région Île-de-France formulée à l'État d'augmenter les taux de plafonds du versement mobilité pour permettre à Île-de-France Mobilités d'agir sur le niveau de contribution des entreprises. En l'état, là-dessus par exemple, il y a un vrai débat parce qu'en fait il s'est passé quelque chose dans la décentralisation. C'est formidable. On a dit Île-de-France Mobilités : "Vous organisez les transports, en revanche, c'est toujours la loi de finances qui fixe vos recettes." C'est-à-dire que Madame Valérie Pécresse, avec tous les accords que je peux avoir avec elle, est dans l'incapacité d'agir sur ces recettes, à part en augmentant le Pass Navigo. Et c'est là qu'il y a une injustice. Par exemple, il y a une question, soit l'État décide de dire : "Le

versement mobilité est intégralement fixé par Île-de-France Mobilités”, ce qui serait juste, qui sera un élément de décentralisation, c'est elle qui paye et qui organise, donc c'est normal que ce soit cette institution qui puisse décider des taux de prélèvement.

Et l'autre élément qui fait que je suis obligé de m'abstenir, c'est dire qu'on augmente les taux plafonds du versement mobilité, c'est dire qu'on le fait sur toute l'Île-de-France. Or cela veut dire que donc on augmente le versement mobilité pour toutes les entreprises de plus de onze salariés. Pour ma part, je défends une vision qui dit qu'il y a une zone premium aujourd'hui qui concentre 68 % des emplois salariés d'Île-de-France. Cette zone, elle va de Saint-Lazare à la Défense jusqu'à Issy-les-Moulineaux. Et en augmentant le seul versement mobilité de cette zone, nous pourrions répondre aux besoins aujourd'hui de financement qui sont ceux d'Île-de-France Mobilités, sans demander aux entreprises Val-de-Marnaises, aux entreprises Choisyennes, aux entreprises aussi de Grande Couronne et d'autres départements d'augmenter leur contribution parce qu'on sait que c'est souvent des plus petites entreprises et que les entreprises qui résident dans le triangle que j'ai décrit sont celles qui nous annoncent qu'elles ont fait 20 milliards de bénéfice? comme Total aujourd'hui.

Donc voilà, évidemment vous comprendrez qu'avec tout cela, je suis dans l'incapacité de voter ce vœu. En même temps, je ne m'opposerai pas évidemment à une volonté de la ville de Choisy de prendre position pour qu'il y ait des gestes qui soient faits. Mais peut-être devons-nous, dans les semaines ou les mois qui viennent, avoir un dialogue constructif au-delà des clivages politiques, comme nous sommes en train de l'organiser au niveau régional, pour parler de cela, parler réellement des besoins de financement et on en viendra sur le 185, mais peut-être que nous avons besoin d'avoir aussi une discussion sur un équipement qui a beaucoup simplifié la vie des Choisyens, mais qui aujourd'hui dysfonctionne de manière trop répétée, encore ce soir suite à un accident de la circulation cette fois-ci, mais bon, il y a plein de fois où ce n'est pas du hasard, mais c'est dû à des problèmes de gestion et d'exploitation du réseau. Je parle évidemment du tramway numéro 9, dont je trouve en tout cas que le service rendu par l'opérateur qui a été choisi n'est pas à la hauteur de l'équipement qu'il a entre les mains. Et je pense que les Choisyennes et les Choisyens ainsi que tous ceux qui empruntent le T9 seront d'accord pour dire qu'avec un si bel outil, cela pourrait quand même être un peu mieux.

Voilà, je vous remercie de m'avoir écouté.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres prises de parole sur ce vœu ? Non.

Vote de la délibération n°21

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, LORES Monique, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : BRULANT Marina, LAJILI Yamina, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

N'ont pas pris part au vote : HABI Hacène

La délibération n°21 est adoptée à la majorité.

→ 22. Vœu de la majorité municipale pour le prolongement de la ligne de bus 185 de la RATP

M. le Maire : Donc le suivant, c'est le prolongement de la ligne de bus 185. La fameuse ligne. Alors là, bien sûr, cela concerne Choisy-le-Roi. Pour un service de transport en commun égalitaire, oui au prolongement de la ligne 185.

Considérant que le droit à la mobilité doit satisfaire les besoins des citoyens en matière de déplacements ; considérant que la mission du service public est de rendre effectif le droit acquis à toute personne de se déplacer et la liberté d'en choisir les moyens ; considérant le rôle des transports collectifs dans les alternatives écologiques que le service public doit proposer aux citoyens en réponse au dérèglement climatique et à la crise énergétique ; considérant la mission d'Île-de-France Mobilités qui est de favoriser les solutions de déplacement les plus vertueuses écologiquement ; considérant que l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes doivent bénéficier d'une égalité de traitement en matière de services publics liés aux transports ; considérant que le quartier de la Prairie de la ville de Choisy-le-Roi souffre de ruptures urbaines qui l'isole ; considérant qu'aucun mode de transport en commun ne dessert ce quartier, ce qui aggrave son enclavement, considérant que les habitants de La Prairie, depuis des années, expriment via leur collectif le rejet de cette mise à l'écart ; considérant qu'il n'est pas possible que nos concitoyens et concitoyennes ne soient traités qu'en citoyens ou citoyennes de seconde zone, alors même que leur quartier est séparé de notre cœur de ville d'environ 2 kilomètres ; considérant que le quartier compte de manière non exhaustive un centre de loisirs, nos services techniques municipaux, un jardin partagé, un stade multisport multisports ; considérant que par le passé, jusqu'en 2015, la ligne de bus 185 s'arrêtait rue Édouard Branly, que ces installations subsistent aujourd'hui encore sans être utilisées, alors même que le collectif des habitants a notifié dès 2016 à la Région, via une pétition de plus de 150 signatures, son opposition à cet abandon imposé ; considérant que nous ne pouvons croire que seuls les intérêts économiques gouvernent en matière de transport et de développement des mobilités ; considérant que depuis 2020, nos incessantes sollicitations auprès des instances régionales comme Île-de-France Mobilités ou la RATP sont restées lettre morte,

Le Conseil municipal réuni en séance plénière du 8 février 2023, affirme son opposition au traitement inégalitaire de nos concitoyens et concitoyennes par les services régionaux, demande à la Région Île-de-France de procéder à la réouverture de l'arrêt de bus rue Édouard Branly par la prolongation de la ligne 185 sous la forme d'une boucle autour de l'usine des eaux de la commune de Choisy-le-Roi.

Alors effectivement, je souscris à cette demande puisqu'on se heurte à un mur vis-à-vis de la RATP alors que le bus y passait, il y a encore l'arrêt. Ils refusent de faire comme cela. Alors qu'au bout du port, à l'imprimerie, il leur suffit d'aller tout droit et d'utiliser cet ancien arrêt. Ils se refusent de le faire, arguant que soi-disant les bus peuvent plus tourner ou je ne sais quoi. Donc on leur a demandé, avec l'adjoint à la mobilité, Kristian Bolle, qu'ils nous le démontrent au moins, qu'ils viennent avec un bus, qu'on fasse un essai, mais non, ils ne veulent rien savoir. À tel point que pour lutter contre cela et faire un bras de fer, je me suis

opposé au déplacement de l'arrêt de bus qu'il y avait en face de la gare pour faire pression. Je leur ai dit : "C'est cela contre ça." Ils s'en foutent royalement. Cette petite boucle existait avant, il y a l'arrêt. Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, juste parce que j'ai pris sur moi, avant le vote du Conseil municipal, de déposer ce vœu légèrement modifié par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités, qui se tiendra lundi après-midi. Voilà, parce qu'évidemment je partage la demande, je partage les attendus, donc il n'y a pas de souci entre nous et il y a des moments où c'est l'intérêt des Choisyens qui prime.

Donc, comme j'avais l'occasion de pouvoir le déposer au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités, mais que la deadline était aujourd'hui à midi, j'ai pris sur moi de le déposer avant le vote du Conseil municipal, avec une modification, parce qu'il y a une modification technique, même si j'entends que vous vous heurtez à des incapacités de dialogue avec Île-de-France Mobilités et avec la RATP. Donc j'ai dû le modifier parce que, de toute façon, la Région vous répondra que c'est à Île-de-France Mobilités de saisir la RATP pour la réouverture, parce que c'est comme cela que les choses se passent.

Voilà, donc si vous étiez d'accord pour faire cette modification d'amendement qui porte sur quelques mots, qui est une modification très technique pour permettre sa réalisabilité.

Donc voilà, je serais, d'une part, très heureux de le voter ce soir et, d'autre part, très heureux de le défendre en conseil d'administration. Et je compte évidemment sur tous ceux et toutes celles qui ont des contacts auprès d'administrateurs d'Île-de-France Mobilités, je pense notamment au président du Département, Monsieur le Maire, pour appuyer le fait que c'est une demande unanime de notre Conseil, au-delà de nos clivages politiques...

M. le Maire : Ce qui pourrait être très important. Absolument.

M. Guillaud-Bataille : ...ce qui pourrait lui donner de la force lundi. Voilà, donc je voulais vous donner cette information et vous demander cette légère modification qui permet de le rendre directement réalisable, préhensible par l'institution concernée.

M. le Maire : Il n'y a pas de souci. Donc vous pourrez vous rapprocher de Denis ou de Bertrand pour qu'on mette bien les mots exacts. Et si cela le rend plus efficace, on est pour, bien sûr, qu'il arrive directement aux concernés. Voilà, donc on est d'accord.

Merci de votre réflexion et de ce partage parce qu'effectivement il s'agit là de l'intérêt général et non pas des intérêts partisans de personnes à la Prairie qui sont... Alors si, il y a le Choisy-Bus quand même qui passe, mais bon c'est une fois... D'ailleurs, on est en pleine réflexion, on a prorogé le contrat pour pas que cela s'arrête, mais on est en pleine réflexion pour voir... On imagine même avoir notre propre minibus. On imagine plein de choses pour qu'il y ait une desserte plus régulière, à laquelle vous pouvez vous associer d'ailleurs. Plus on est de monde à réfléchir et trouver une solution alternative, s'ils continuent à refuser cette petite boucle... Voilà, donc c'est très bien. Y a-t-il d'autres observations là-dessus ? Je n'en vois pas.

Vote de la délibération n°22

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, CHALBI Yacine, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, LORES Monique,

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DIMNET Jocelyne, COHEN Rachel, MARQUES Henrique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE-MENGUE Terence.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : Hacène HABI, Mélisande MARTIN

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Ecoutez, merci de cet excellent Conseil. Merci à vous. Bonne nuit ou alors à demain.

La séance est levée à 00 h 01.